

## **Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»**

**Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse**

BERNHARD WALDMANN (direction générale)  
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN  
(MLaw, RA)

Août 2010

# TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE» .....	1
TABLE DES MATIÈRES .....	2
<b>§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE .....</b>	<b>1</b>
I. SITUATION INITIALE .....	1
II. OBJET ET PROCEDURE .....	1
<b>§ 2 DROIT DES CONSTRUCTIONS .....</b>	<b>5</b>
I. PLACES DE STATIONNEMENT POUR VELOS: UNE CONDITION D'OCTROI DU PERMIS DE CONSTRUIRE .....	5
II. OBLIGATION DU PERMIS DE CONSTRUIRE ET ALLEGEMENTS .....	29
III. COEFFICIENTS D'UTILISATION (PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PLACES DE STATIONNEMENT POUR VELOS) ..	37

# § 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

## I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

## II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggiamento, parcheggio
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, ciclomotore

**2.** La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» ([www.lexfind.ch](http://www.lexfind.ch)). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude<sup>1</sup>. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

**3.** Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

---

<sup>1</sup> Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

**4.** En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1<sup>er</sup> juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

**5.** En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)<sup>2</sup>. A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

---

<sup>2</sup> <[http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd\\_db](http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db)> (consulté le 20 août 2010).

## § 2 DROIT DES CONSTRUCTIONS

### I. Places de stationnement pour vélos: une condition d'octroi du permis de construire

#### Prescriptions de droit fédéral

Dans le droit fédéral, l'aménagement de places de stationnement (pour véhicules) ne constitue pas une condition d'octroi du permis de construire.

#### AG

Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen vom 19. Januar 1993 (Baugesetz, BauG; SAR 713.100)

##### § 55<sup>3</sup> – Pflicht zur Erstellung von Parkfeldern

<sup>1</sup> Bei Erstellung und eingreifender Umgestaltung, Erweiterung oder Zweckänderung von Bauten und Anlagen sind genügend Parkfelder für die Fahrzeuge der Benutzer und Besucher sowie die erforderlichen Verkehrsflächen für den Zubringerdienst zu schaffen. Die Parkfelder müssen auf privatem Grund in nützlicher Distanz zur Liegenschaft, der sie zu dienen haben, liegen und dauernd als solche benutzt werden können.

<sup>2</sup> Die Eigentümer bestehender Bauten und Anlagen, deren Benutzung eine übermässige Beanspruchung öffentlicher Parkfelder oder Strassen zur Folge hat, können in gleicher Weise zur Schaffung von Parkfeldern und Verkehrsflächen verpflichtet werden.

<sup>3</sup> Der Gemeinderat befreit von dieser Pflicht ganz oder teilweise, wenn

- a) wichtige öffentliche Interessen, namentlich des Ortsbildschutzes oder der Verkehrssicherheit, entgegenstehen, oder
- b) der Aufwand für die Erstellung der Parkfelder unzumutbar wäre.

<sup>4</sup> Der Nutzungsplan kann für bestimmte Gebiete von dieser Pflicht ganz oder teilweise befreien oder die Erstellung von Parkfeldern ganz oder teilweise untersagen,

- a) wenn das Strassennetz den durch die Erstellung von Parkfeldern verursachten zusätzlichen Verkehr nicht aufzunehmen vermag,
- b) zum Schutz vor den Auswirkungen des Verkehrs, insbesondere in Zentren grosser Gemeinden oder in stark belasteten Gebieten,
- c) um in Quartieren mit guter Anbindung an den öffentlichen Verkehr die Voraussetzungen für autoarmes oder autofreies Wohnen zu schaffen.

(...)

##### § 56<sup>4</sup> – Parkfelderanzahl und Gestaltung

<sup>1</sup> Die Parkierungs- und die Verkehrsflächen müssen so ausgelegt sein, dass die Fahrzeuge der Benutzer und der Besucher aufgenommen und die Anlieferung bewältigt werden können. Dabei sind die Grösse der Bauten und Anlagen, die Art ihrer Benutzung, die Erschliessung durch öffentliche Verkehrsmittel und den Langsamverkehr sowie die Möglichkeiten, andere Parkierungsflä-

<sup>3</sup> Fassung gemäss Gesetz vom 10. März 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 237).

<sup>4</sup> Fassung gemäss Gesetz vom 10. März 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 237).

chen zu benutzen, zu berücksichtigen.

<sup>2</sup> Parkierungsanlagen sind flächensparend anzulegen.

<sup>3</sup> Grössere Parkierungsanlagen, die neu gebaut oder wesentlich erweitert werden, sind im Rahmen der Verhältnismässigkeit in mehrgeschossiger Bauweise auszuführen; die Anzahl Parkfelder darf die Anzahl gemäss Verordnung massvoll übersteigen, wenn dadurch kein zusätzlicher Boden beansprucht wird.

<sup>4</sup> Die Pflicht zur mehrgeschossigen Bauweise entfällt namentlich

a) auf Flächen, die neben der Parkierung auch anderen Nutzungen dienen,

b) auf Reserveflächen für Betriebserweiterungen, wenn sichergestellt ist, dass bei einer späteren Überbauung die Vorschriften nachträglich erfüllt werden können,

c) bei unterirdischen Parkierungsanlagen,

d) wenn raumplanerische Interessen dies erfordern.

<sup>5</sup> Der Regierungsrat regelt die Anzahl der Parkfelder, die Bauweise und technische Gestaltung von Parkierungsanlagen und Verkehrsflächen sowie die Ausnahmen. Im einzelnen Fall werden Anzahl und Gestaltung vom Gemeinderat festgelegt.

#### § 58<sup>5</sup> – Ersatzabgabe

<sup>1</sup> Wer weniger Parkfelder erstellt, als gemäss Verordnung erforderlich sind, hat der Gemeinde eine Ersatzabgabe zu entrichten.

<sup>2</sup> Die Abgabepflicht entfällt, wenn die Erstellung von Parkfeldern untersagt ist und öffentliche Parkierungsanlagen in nützlicher Distanz zur Liegenschaft fehlen.

<sup>3</sup> Die Gemeinden legen die Höhe durch ein Reglement fest. Die Ersatzabgabe darf nicht mehr als einen Viertel der Kosten eines offenen Parkfeldes, einschliesslich des Wertes der beanspruchten Bodenfläche, betragen.

<sup>4</sup> Die Ersatzabgaben sind zu verwenden:

a) für die Erstellung von öffentlichen Parkierungsanlagen oder

b) für Anlagen des öffentlichen Verkehrs oder des nicht motorisierten Privatverkehrs, die den abgabepflichtigen Grundeigentümern dienen.

#### § 169 – Übergangsrecht

(...)

<sup>3</sup> Der Regierungsrat erlässt ein Reglement über Ersatzabgaben für die Befreiung von der Parkplatzerstellungspflicht, das in Gemeinden, die noch kein eigenes Reglement erlassen haben, bis zu dessen Inkrafttreten Anwendung findet.

### Allgemeine Verordnung zum Baugesetz vom 23. Februar 1994 (ABauV; SAR 713.111)

#### § 3 – Gestaltungsplan (§ 21 Baugesetz)

<sup>1</sup> Zusätzlich zu den Bestandteilen des Erschliessungsplanes kann der Gestaltungsplan weitere Anordnungen enthalten, insbesondere

(...)

b) über Art und Mass der Nutzung, Nebenanlagen, Abstellplätze;

(...)

<sup>2</sup> Soweit die Gemeinden nichts anderes festlegen, dürfen Gestaltungspläne von den allgemeinen Nutzungsplänen abweichen bezüglich

(...)

c) der Anzahl der Abstellplätze (§ 55 Abs. 3 und 4 BauG);<sup>6</sup>

(...)

<sup>3</sup> Bei Abweichungen vom allgemeinen Nutzungsplan zeigt der Gemeinderat auf, wie diese zu ei-

<sup>5</sup> Fassung gemäss Gesetz vom 10. März 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 237).

<sup>6</sup> Fassung gemäss Verordnung vom 18. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 488).



nem siedlungs- und landschaftsgestalterisch besseren Ergebnis führen. Er beauftragt eine qualifizierte Fachperson mit der Ausarbeitung der Stellungnahme. Die Stellungnahme ist mit dem Entwurf öffentlich aufzulegen.<sup>7</sup>

<sup>4</sup> Im Gestaltungsplangebiet sind die Vorschriften für Arealüberbauungen nicht anwendbar.<sup>8</sup>

§ 25<sup>9</sup> –Parkfelderzahl (§ 56 BauG)

<sup>1</sup> Für leichte Zweiräder gilt die Norm SN 640 065 «Leichter Zweiradverkehr; Abstellanlagen, Bedarfsermittlung» vom Oktober 1996 des Schweizerischen Verbands der Strassen- und Verkehrsfachleute (VSS)<sup>10</sup> als Richtlinie.

(...)

§ 26a<sup>11</sup> – Gestaltung

<sup>1</sup> Für die technische Gestaltung der Parkfelder und Verkehrsflächen gilt als Richtlinie die VSS-Norm SN 640 291a «Parkieren; Anordnung und Geometrie der Parkieranlagen» vom 1. Februar 2006.

<sup>2</sup> Für Abstellplätze für Zweiräder gilt als Richtlinie die VSS-Norm SN 640 066 «Leichter Zweiradverkehr; Abstellanlagen, Geometrie und Ausstattung» vom April 1996.

## Kantonales Reglement über Ersatzabgaben für die Befreiung von der Parkplatzerstellungspflicht (EPR; SAR 713.115)

§ 1 – Geltungsbereich (§ 169 BauG)

Dieses Reglement gilt in allen Gemeinden, soweit sie keine Vorschriften über Ersatzabgaben erlassen haben oder soweit deren Vorschriften dem Baugesetz widersprechen.

§ 2 – Ersatzabgabe (§ 58 BauG)

<sup>1</sup> Die Ersatzabgabe für jeden nicht erstellten Abstellplatz des reduzierten Bedarfs gemäss § 25 Abs. 1 ABauV beträgt einen Viertel der Kosten, die für die benötigte Fläche (25 m<sup>2</sup>, eingeschlossen Verkehrsflächenanteil) und den Bau aufzuwenden wären.

<sup>2</sup> Der Gemeinderat legt die Höhe im Einzelfall fest.

<sup>3</sup> Die Leistung einer Ersatzabgabe begründet keinen Anspruch auf die Benützung von öffentlichen Abstellplätzen.

§ 3 – Zahlungspflicht (§ 58 BauG)

<sup>1</sup> Die Ersatzabgabe wird mit dem Baubeginn fällig. Zahlungspflichtig sind die Personen, die zu diesem Zeitpunkt im Grundbuch als Eigentümer eingetragen sind. Die rechtskräftige Abgabeverfügung gilt als definitiver Rechtsöffnungstitel (Art. 80 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Schuldbeitreibung und Konkurs vom 11. April 1889, Art. 4 des Konkordates über die Gewährung gegenseitiger Rechtshilfe zur Vollstreckung öffentlich-rechtlicher Ansprüche vom 28. Oktober 1971).

<sup>2</sup> Erfolgt der Baubeginn, bevor die Abgabeverfügung rechtskräftig ist, kann Sicherstellung verlangt werden.

<sup>7</sup> Eingefügt durch Verordnung vom 18. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 488).

<sup>8</sup> Eingefügt durch Verordnung vom 18. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 488).

<sup>9</sup> Fassung gemäss Verordnung vom 18. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 488).

<sup>10</sup> Die VSS-Normen können bezogen werden bei <[www.vss.ch](http://www.vss.ch)>.

<sup>11</sup> Eingefügt durch Verordnung vom 18. November 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 488).

## AR

Es findet sich keine kantonale Gesetzesbestimmung, welche zur Errichtung von Abstellplätzen für Fahrzeuge verpflichten würde.

## AI

Eine Pflicht zur Erstellung von Abstellplätzen besteht lediglich für Motorfahrzeuge.

## BL

Raumplanungs- und Baugesetz vom 8. Januar 1998 (RBG; SGS 400)

### § 101 – Sicherheit, Schutz der Gesundheit und Umweltschutz

(...)

<sup>4</sup> Bewilligungen für den Bau oder für wesentliche Änderungen von Grossüberbauungen oder von Läden für Güter des täglichen Bedarfs mit mehr als 500 m<sup>2</sup> Nettoverkaufsfläche werden nur erteilt, wenn:

(...)

b. eine genügende Anzahl gedeckter Veloabstellplätze vorgesehen ist.

### § 106 – Abstellplätze

<sup>1</sup> Die Erstellung, der Umbau und die Zweckänderung von Bauten und Anlagen, für die ein Abstellplatzbedarf für Motorfahrzeuge und Fahrräder besteht, dürfen nur bewilligt werden, wenn eine bestimmte Anzahl Abstellplätze ausgewiesen wird.

<sup>2</sup> Die Abstellplätze können auf dem Grundstück selbst oder in unmittelbarer Nähe liegen.

<sup>3</sup> Die Abstellplätze auf fremdem Boden sind durch Dienstbarkeiten grundbuchlich zu sichern. Diese können nur mit Zustimmung der Baubewilligungsbehörde gelöscht werden.

<sup>4</sup> Der Regierungsrat legt in der Verordnung den Normalabstellplatzbedarf fest und bestimmt, in welchen Fällen die Anzahl der Abstellplätze beschränkt werden kann.

<sup>5</sup> Die Bau- und Umweltschutzdirektion legt nach Anhören der Gemeinde Reduktionsfaktoren fest, wobei insbesondere die Qualität der Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr berücksichtigt wird.

### § 107 – Ersatzabgabe

<sup>1</sup> Können die notwendigen Abstellplätze aus rechtlichen oder tatsächlichen Gründen nicht oder nur mit unverhältnismässig hohem finanziellem Aufwand erstellt werden, entrichtet die Bauherrschaft eine Ersatzabgabe an die Gemeinde.

<sup>2</sup> Die Gemeinde erlässt ein Ersatzabgabereglement.

<sup>3</sup> Die Baubewilligungsbehörde bestimmt in der Baubewilligung den Normalbedarf, eine allfällige Reduktion sowie die entsprechende Ersatzabgabe nach Massgabe des Ersatzabgabereglementes.

<sup>4</sup> Die Ersatzabgabe wird mit der Rechtskraft der Baubewilligung fällig. Ihr Ertrag ist zweckgebunden zu verwenden für die Erschliessung, den Bau, den Unterhalt sowie den Betrieb von öffentlichen Parkplätzen oder von privaten Parkplätzen, die der Öffentlichkeit zur Verfügung stehen. Die Ersatzabgabe kann innert 5 Jahren zurückgefordert werden, wenn die notwendigen Abstellplätze nachträglich erstellt werden.

<sup>5</sup> Die Baubewilligungsbehörde kann auf Antrag der Gemeinde die Sicherstellung der Ersatzabgabe vor der Erteilung der Baubewilligung verlangen.

Verordnung zum Raumplanungs- und Baugesetz vom 27. Oktober 1998 (RBV; SGS 400.11)

§ 70 – Anzahl der Garagen und Abstellplätze für Motorfahrzeuge und Velos/Mofas

<sup>1</sup> Die Mindestzahl der Garagen und Abstellplätze für Motorfahrzeuge und Velos/Mofas (Normalabstellplatzbedarf) bemisst sich gemäss Anhang.<sup>12</sup>

<sup>2</sup> In besonderen Fällen kann die Baubewilligungsbehörde nach Anhören des Gemeinderates die Zahl der vorgeschriebenen Plätze herabsetzen.

<sup>3</sup> Offene Abstellplätze sind nach Möglichkeit unversiegelt, das heisst wasserdurchlässig auszugestalten.

<sup>4</sup> Bei Verkaufsgeschäften mit einem gewichtigen Anteil an grossen, sperrigen oder schweren Gütern im Sortiment, wie insbesondere bei Möbelgeschäften, Bau- und Gartenfachmärkten ist das Resultat der Multiplikation der Reduktionsfaktoren R1 und R2 gemäss Anhang auf 0.5 anzuheben, sollte der errechnete Wert tiefer liegen. Der Wert von 0.5 beinhaltet eine Verschärfung nach Art. 11 Absatz 3 des Bundesgesetzes über den Umweltschutz.<sup>13</sup>

Verordnung über den Finanzhaushalt und das Rechnungswesen der Gemeinden vom 24. November 1998 (Gemeindefinanzverordnung; SGS 180.10 )

§ 19 – Fonds

<sup>1</sup> Als Fonds sind zu führen:

- a. die Ersatzabgaben für Schutzraumbauten,
- b. gegebenenfalls die Ersatzabgaben für nicht-erstellte Fahrzeugabstellplätze.

<sup>2</sup> Die Gemeinden können durch Reglement weitere Fonds vorsehen.

**BS**

Bau- und Planungsgesetz (BPG; SG 730.100)

6. Abstellplätze für Fahrzeuge

§ 73.<sup>14</sup> – a) Velos, Mofas, Kinderwagen und Kinderfahrzeuge

<sup>1</sup> Bauten und Anlagen sind mit den für ihre zweckentsprechende Verwendung nötigen Abstellplätzen für Velos, Motorfahräder, Kinderwagen und Kinderfahrzeuge auszustatten.

<sup>2</sup> Wenn keine überwiegenden Interessen dagegen sprechen, müssen die Abstellplätze so erschlossen werden, dass die Fahrzeuge nicht getragen werden müssen.

<sup>3</sup> Abstellplätze von Bauten und Anlagen mit grossem Publikumsverkehr müssen von der Strasse her gut zugänglich sein.

§ 75.<sup>15</sup> – c) Lage

<sup>1</sup> Die Abstellplätze müssen auf demselben Grundstück wie die Bauten und Anlagen oder in ihrer Nähe liegen.

<sup>2</sup> Abstellplätze auf anderen Grundstücken sind den Bauten und Anlagen durch Grundbucheinträge zuzuordnen. Die Einträge dürfen ohne Zustimmung der Bewilligungsbehörde nicht geändert oder gelöscht werden. Dies ist im Grundbuch anzumerken.

<sup>12</sup> Vgl. Anhang 11 zum RBV (hier nicht abgebildet).

<sup>13</sup> Ergänzung vom 1. Juli 2008 (GS 36.723), in Kraft seit 1. August 2008.

<sup>14</sup> in der Fassung des GRB vom 20. 1. 2005 (wirksam seit 6. 3. 2005; Ratschlag Nr. 9230, Kommissionsbericht Nr. 9422).

<sup>15</sup> in der Fassung des GRB vom 20. 1. 2005 (wirksam seit 6. 3. 2005; Ratschlag Nr. 9230, Kommissionsbericht Nr. 9422).

## Spezielle Bauvorschriften / Bebauungspläne (SG 730.150)

### Nr. 134 – Grossratsbeschluss betreffend den Erlass spezieller Bauvorschriften an der Langen Gasse und an der Engelgasse vom 10. Mai 1989

Der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt, auf Antrag seiner Kommission und gestützt auf die §§ 5 und 8 des Hochbautengesetzes, beschliesst:

1. Für die Überbauung des Areals der bisherigen Liegenschaften Lange Gasse 13–23 und Engelgasse 12 (Parzellen V 3301, 3311, 3471, 3481, 3491 und östlicher Teil der Parzelle V 17303) wird der Plan Nr. 11494 des Amtes für Kantons- und Stadtplanung vom 30. Juni 1987 verbindlich erklärt. Für Wand- und Firsthöhe gilt das Profil der Zone 3, jedoch mit einer vergrösserten Gebäudetiefe von 25 m. Dieses Profil darf bis an die Baulinie an der Engelgasse geführt werden.
2. Auf das Gesamtareal des Überbauungsplans Nr. 9425 vom 12. Februar 1968 und des Überbauungsplans Nr. 11494 vom 30. Juni 1987 bezogen, wird eine höchstzulässige Ausnutzungsziffer von 1,5 festgesetzt; 50% der Parzellenfläche, welche hinter der Baulinie liegt, dürfen nicht überbaut werden.
3. Innerhalb des Überbauungsplans ist eine ausschliessliche Büronutzung zulässig.
4. Genügend gedeckte Veloabstellplätze werden angelegt.
5. Das zuständige Departement kann ausnahmsweise Abweichungen von diesen Vorschriften zulassen, sofern deren Gesamtkonzept nicht beeinträchtigt wird.

## BE

### Baugesetz vom 9. Juni 1985 (BauG; BSG 721.0)

#### Art. 16 – Abstellplätze für Motorfahrzeuge und Fahrräder, Regeln

<sup>1</sup> Wird durch die Erstellung, die Erweiterung, den Umbau oder die Zweckänderung von Bauten und Anlagen ein Parkplatzbedarf verursacht, so ist dafür auf dem Grundstück oder in seiner Nähe eine ausreichende Anzahl von Abstellplätzen für Motorfahrzeuge, Fahrräder und Motorfahrräder zu errichten.

<sup>2</sup> Die Eigentümer bestehender Bauten und Anlagen können verpflichtet werden, nachträglich eine ausreichende Zahl von Abstellplätzen zu schaffen, wenn es die Verhältnisse erfordern und erlauben und die Kosten zumutbar sind.

<sup>3</sup> Wohnhygienisch oder für das Orts- oder Landschaftsbild wertvolle Bäume, Vorgärten, Innenhöfe und dergleichen dürfen nicht zur Anlage von Abstellplätzen beseitigt beziehungsweise beansprucht werden.

#### Art. 17 – Ausreichende Parkfläche

<sup>1</sup> Der Regierungsrat umschreibt die Bemessung der ausreichenden Parkfläche näher. Er sorgt dabei dafür, dass Abstellflächen nicht über ihren Zweck hinaus dimensioniert werden.

<sup>2</sup> Für die Bemessung der Parkfläche sind namentlich zu berücksichtigen

a die Möglichkeit der Benützung öffentlicher Verkehrsmittel und deren Anteil am örtlichen Gesamtverkehr;

b die Möglichkeit der Verwendung derselben Parkfläche für zeitlich auseinanderliegende Parkbedürfnisse verschiedener Betriebe oder Betriebszweige.

#### Art. 18 – Gemeindevorschriften

Die Gemeinden können in ihren Vorschriften bestimmen, dass

a) in Gebieten, die vom Fahrzeugverkehr zu entlasten oder freizuhalten sind, nur beschränkt oder

keine privaten Parkierungsmöglichkeiten geschaffen werden dürfen oder dass diese ausserhalb des Gebietes angelegt werden können;  
 b) die Abstellplätze für ein bestimmtes Gebiet als Gemeinschaftsanlage zu erstellen sind, wenn Gründe der Ortsplanung oder der Verkehrssicherheit es erfordern; die Gemeinschaftsanlagen sind, wenn nötig, in Überbauungsordnungen (Art. 88 ff.) festzulegen;  
 c) die Bauherren, die ausreichende Abstellplätze nicht bereitstellen können oder dürfen, der Gemeinde eine angemessene, zweckgebundene Ersatzabgabe zu leisten haben. Die Abgabe ist nach dem Wert zu bemessen, den die Nichterfüllung der Parkplatzpflicht für den Bauherrn hat.

Bauverordnung vom 6. März 1985 (BauV; BSG 721.1)

Art. 54a <sup>16</sup>																	
<sup>1</sup> Für Fahrräder und Motorfahräder ist mindestens die folgende Anzahl Abstellplätze zu erstellen: <table border="1"> <tr> <td>Wohnen</td> <td>je Wohnung bis und mit 70 m<sup>2</sup> BGF je Wohnung mit mehr als 70 m<sup>2</sup> BGF</td> <td>2 3</td> </tr> <tr> <td>Arbeiten, Gewerbe, Dienstleistungen, Hotel</td> <td>je 100 m<sup>2</sup> BGF</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>Einkaufen, Freizeit, Kultur und Restaurant</td> <td>je 100 m<sup>2</sup> BGF</td> <td>3</td> </tr> <tr> <td>Spital, Heim</td> <td>je 100 m<sup>2</sup> BGF</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>Schulen</td> <td>je 100 m<sup>2</sup> BGF</td> <td>10</td> </tr> </table>			Wohnen	je Wohnung bis und mit 70 m <sup>2</sup> BGF je Wohnung mit mehr als 70 m <sup>2</sup> BGF	2 3	Arbeiten, Gewerbe, Dienstleistungen, Hotel	je 100 m <sup>2</sup> BGF	2	Einkaufen, Freizeit, Kultur und Restaurant	je 100 m <sup>2</sup> BGF	3	Spital, Heim	je 100 m <sup>2</sup> BGF	1	Schulen	je 100 m <sup>2</sup> BGF	10
Wohnen	je Wohnung bis und mit 70 m <sup>2</sup> BGF je Wohnung mit mehr als 70 m <sup>2</sup> BGF	2 3															
Arbeiten, Gewerbe, Dienstleistungen, Hotel	je 100 m <sup>2</sup> BGF	2															
Einkaufen, Freizeit, Kultur und Restaurant	je 100 m <sup>2</sup> BGF	3															
Spital, Heim	je 100 m <sup>2</sup> BGF	1															
Schulen	je 100 m <sup>2</sup> BGF	10															
<sup>2</sup> Die Abstellplätze sind so anzulegen, dass sie auf kurzem und sicherem Weg erreicht werden können. Wenigstens die Hälfte ist zu überdachen. <sup>3</sup> Besondere Verhältnisse, die zum Abweichen von der Anzahl nach Absatz 1 führen können, sind insbesondere gegeben, wenn der Anteil des Fahrradverkehrs deutlich über- oder unterdurchschnittlich ist, beispielsweise aufgrund der vorgesehenen Nutzungen oder der Topografie. Die Normen des Schweizerischen Verbandes der Strassen- und Verkehrsfachleute (VSS) können ergänzend beigezogen werden. <sup>17</sup>																	
Art. 55 – Hindernisse in der Erfüllung der Parkplatzpflicht <sup>18</sup> 1 Die Baubewilligungsbehörde befreit den Bauherrn im erforderlichen Umfang von der Erfüllung der Parkplatzpflicht, wenn er aus tatsächlichen oder rechtlichen Gründen (topographische Verhältnisse, Schutz der Landschaft oder des Ortsbildes, unzulässige Inanspruchnahme von Innenhöfen oder Vorgärten, Notwendigkeit der Verkehrsberuhigung) die nach den vorstehenden Bestimmungen verlangte Abstellfläche weder auf dem Baugrundstück noch im Umkreis von 300 m bereitzustellen vermag. Vorbehalten bleibt Absatz 2. 2 Die Befreiung ist ausgeschlossen, wenn verkehrsgefährdende Zustände drohen, denen weder mit Bedingungen und Auflagen noch mit einer Projektänderung begegnet werden kann. 3 Die Zahl der Abstellplätze für Personenwagen und für Zweiräder, deren Anlage dem Bauherrn erlassen wird, ist im Dispositiv des Bauentscheides festzuhalten. Sie bildet die Grundlage für den Bezug einer allfälligen Ersatzabgabe (Art. 56).																	
Art. 56 – Ersatzabgabe; Zweckbindung <sup>19</sup>																	

<sup>16</sup> Eingefügt am 22. 12. 1999.

<sup>17</sup> Fassung vom 24. 6. 2009.

<sup>18</sup> Randtitel Fassung vom 22. 12. 1999.

<sup>19</sup> Randtitel Fassung vom 22. 12. 1999.

- 1 Die Gemeinde bestimmt in ihrem Reglement, ob eine Ersatzabgabe erhoben wird und für welche Zwecke deren Ertrag zu verwenden ist.
- 2 Ist die Zweckbestimmung nicht festgelegt, so kann der Ertrag der Ersatzabgabe verwendet werden für
- a Bau, Betrieb und Unterhalt öffentlicher Parkplätze, Parkhäuser und Park-and-Ride-Anlagen;
  - b zur Finanzierung von Massnahmen, welche die Entlastung insbesondere der Innenstadt und von Aussenquartieren vom Privatverkehr bezwecken oder den öffentlichen Verkehr fördern.
- 3 Über die Verwendung der Ersatzabgabe im Einzelfall befindet das finanzkompetente Organ der Gemeinde.

---

## Loi sur les constructions du 9 juin 1985 (LC; RSB 721.0)

### Art. 16 – Places de stationnement pour véhicules à moteur et bicyclettes, Principes

<sup>1</sup> Si la construction, l'agrandissement, la transformation ou le changement d'affectation de bâtiments et d'installations entraînent un besoin de places de stationnement, un nombre suffisant de places de stationnement pour véhicules à moteur, bicyclettes et motocyclettes doit être aménagé sur le bien-fonds ou à proximité.

<sup>2</sup> Les propriétaires de constructions et installations existantes peuvent être tenus d'aménager ultérieurement un nombre suffisant de places de stationnement lorsque les circonstances l'exigent et le permettent, et que les frais occasionnés sont raisonnables.

<sup>3</sup> Les arbres, jardins, cours intérieures, etc. présentant une valeur pour la salubrité de l'habitat, pour l'aspect de la localité ou du paysage ne peuvent être détruits ou utilisés pour l'aménagement de places de stationnement.

### Art. 17 – Parkings suffisants

<sup>1</sup> Le Conseil-exécutif définit les dimensions d'un parking considéré comme étant suffisant. Il veille à ce que les places de stationnement n'aient pas des dimensions excessives par rapport à leur destination.

<sup>2</sup> Les critères suivants sont déterminants pour ce qui est des dimensions des parkings:

- a) l'accès possible aux moyens de transport publics et leur part à l'ensemble des moyens de transport utilisés;
- b) l'utilisation possible des mêmes parkings pour les besoins d'entreprises ou de branches d'entreprises différentes, à des moments différents.

### Art. 18 – Prescriptions communales

Dans leurs prescriptions, les communes peuvent notamment

- a) limiter ou interdire l'aménagement de places de stationnement privées dans les parties du territoire devant être déchargées ou libérées de la circulation ou laisser la possibilité d'un aménagement à l'écart de ces parties du territoire;
- b) ordonner l'aménagement de places de stationnement destinées à une région particulière sous forme d'installations collectives lorsque des motifs liés à l'aménagement local ou à la sécurité routière l'imposent, l'emplacement des installations collectives devant au besoin être prévu dans un plan de quartier (art. 88 ss);
- c) créer pour les maîtres d'ouvrage qui n'ont pas la possibilité ou le droit d'installer les places de stationnement en nombre suffisant, l'obligation de verser à la commune une taxe de remplacement appropriée dont le produit est lié à une affectation particulière. Cette dernière doit être calculée en fonction de la valeur que représente pour le maître d'ouvrage l'inexécution de l'obligation d'aménager des places de stationnement.

## Ordonnance sur les constructions du 6 mars 1985 (OC; RSB 721.1)

**Art. 54a<sup>20</sup>**

<sup>1</sup> Le nombre suivant de places de stationnement sera, au minimum, aménagé pour les cycles et les cyclomoteurs:

Logements	par logement d'une SBP de 70 m <sup>2</sup> au plus par logement d'une SBP de plus de 70 m <sup>2</sup>	2 3
Industrie, artisanat, tertiaire, hôtels	par 100 m <sup>2</sup> de SBP	2
Achats, loisirs, culture et restaurants	par 100 m <sup>2</sup> de SBP	3
Hôpitaux, foyers	par 100 m <sup>2</sup> de SBP	1
Ecoles	par 100 m <sup>2</sup> de SBP	10

<sup>2</sup> Les places de stationnement seront disposées de façon à pouvoir être atteintes par un chemin d'accès court et sûr. La moitié d'entre elles au moins seront couvertes.

<sup>3</sup> Il y a des circonstances particulières justifiant une dérogation au nombre prévu par l'alinéa 1 lorsque, notamment, la part du trafic cycliste est nettement supérieure ou inférieure à la moyenne, par exemple en raison des affectations prévues ou de la topographie. Les normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) peuvent être appliquées à titre complémentaire.<sup>21</sup>

**Art. 55 – Obstacles à l'exécution de l'obligation d'aménager des places de stationnement<sup>22</sup>**

1 L'autorité chargée de l'octroi du permis de construire libère dans la mesure requise, le maître de l'ouvrage de l'obligation d'aménager des places de stationnement si, pour des motifs de fait ou de droit (conditions topographiques, protection des sites et du paysage, interdiction d'avoir recours à des cours intérieures ou à des jardins situés en bord de route, nécessité de réduire le trafic), il n'est pas en mesure d'aménager le nombre de places requis en vertu des dispositions précédentes ni sur le bien-fonds, ni dans un rayon de 300 m. Le deuxième alinéa est réservé.

2 La libération est exclue si des facteurs risquant de compromettre le trafic ne peuvent être éliminés ni par des conditions et charges, ni par une modification du projet.

3 Le nombre des places de stationnement pour voitures de tourisme et pour deux-roues que le maître de l'ouvrage est autorisé à ne pas aménager doit figurer dans le dispositif de la décision portant octroi du permis de construire. Il constitue la base fondant la perception d'une éventuelle taxe de remplacement (art. 56).

**Art. 56 – Taxe de remplacement; affectation liée<sup>23</sup>**

<sup>1</sup> La commune détermine dans son règlement si une taxe de remplacement peut être perçue et quelle doit être l'affectation de son produit.

<sup>2</sup> Si l'affectation n'est pas déterminée, le produit de la taxe de remplacement peut être utilisé pour

a la construction, l'exploitation et l'entretien de places de stationnement publiques, de parkings couverts et d'installations de parking de dissuasion (park and ride);

b le financement de mesures destinées à décharger du trafic privé les centre-ville et les quartiers périphériques notamment, ou à promouvoir les transports publics.

<sup>20</sup> Introduit le 22.12.1999.

<sup>21</sup> Teneur du 24.6.2009.

<sup>22</sup> Teneur du 22.12.1999.

<sup>23</sup> Teneur du 22.12.1999.

<sup>3</sup> L'organe de la commune compétent en matière financière décide de cas en cas de l'affectation du produit de la taxe.

## FR

Raumplanungs- und Baugesetz vom 2. Dezember 2008 (RPBG; SGF 710.1)

Art. 41 – Gemeinderichtplan

<sup>1</sup> Der Gemeinderichtplan legt die Ziele mindestens in den Bereichen der Bodennutzung der Bodenressourcen, der Mobilität, der Landschaft und der Energie fest.

<sup>2</sup> Insbesondere legt dieser Plan das Verkehrsnetz fest, wobei er die bestehenden Verkehrsbelastungen, die von der Gemeinde vorgesehene Entwicklung der Mobilität und die entstehenden Umwelteinflüsse berücksichtigt.

Ausführungsreglement vom 1. Dezember 2009 zum Raumplanungs- und Baugesetz (RPBR; SGF 710.11)

Art. 23 – Verkehrsnetz (Art. 41 Abs. 2 RPBG)

Das Verkehrsnetz umfasst den motorisierten Privatverkehr, den öffentlichen Verkehr, den Langsamverkehr (mindestens den Fahrrad- und Fussgängerverkehr) sowie die Fahrzeug- und Fahrradabstellplätze.#

Eine konkrete Pflicht zur Erstellung einer bestimmten Anzahl von Fahrradabstellplätzen findet sich in der kantonalen Gesetzgebung nicht.

---

Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC; RSF 710.1)

Art. 41 – Plan directeur communal

<sup>1</sup> Le plan directeur communal fixe les objectifs de la commune au minimum en matière d'utilisation du sol, de ressources du sous-sol, de mobilité, de sites et paysage et d'énergie.

<sup>2</sup> En particulier, ce plan détermine le réseau des transports, en tenant compte des charges existantes, de la mobilité liée au développement prévu par la commune et des impacts sur l'environnement qui en résultent.

Règlement du 1er décembre 2009 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATEC; RSF 710.11)

Art. 23 Réseau des transports (art. 41 al. 2 LATEC)

Le réseau des transports comprend le réseau des transports individuels motorisés, celui des transports publics et celui de la mobilité douce (au minimum cycles et piétons), y compris les places d'arrêt et de stationnement des véhicules et des cycles.



Loi sur les constructions et les installations diverses du 14 avril 1988 (LCI; RSG L 5 05)

Art. 16 – Aménagement, équipement

<sup>1</sup> L'autorisation de construire peut être subordonnée à :

(...)

d) la création d'emplacements couverts ou non pour véhicules à moteur et de garages pour bicyclettes ou voitures d'enfants.

Règlement relatif aux places de stationnement sur fonds privés (RPSFP; RSG L 5 05.10)

Art. 1 – But et champ d'application

<sup>1</sup> Le présent règlement vise à préciser les modalités régissant l'obligation d'aménager des places de stationnement sur fonds privés à l'occasion de la construction ou de la modification d'une construction, ou encore du changement d'affectation de bâtiments ou d'installations.

<sup>2</sup> Il régit les ratios de stationnement applicables :

(...)

e) aux modalités de parcage des vélos.

<sup>3</sup> Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux places à prévoir pour les voitures automobiles de catégorie B, respectivement les vélos, à l'exclusion de toute autre catégorie de véhicule.

Art. 2 – Définitions

<sup>1</sup> Par case de stationnement, on entend une surface, généralement limitée par un marquage, destinée à recevoir un véhicule individuel léger, à savoir une voiture automobile de catégorie B (ci-après : voiture) ou un vélo.

(...)

Art. 5 – Ratios de stationnement pour le logement

(...)

<sup>6</sup> Pour les vélos dans tous les périmètres, il y a lieu de prévoir 1 place pour 100 m<sup>2</sup> de surface brute de plancher. En règle générale, les places pour vélos doivent être facilement accessibles, aisées à surveiller et équipées contre le vol. Lorsque les places se trouvent à l'extérieur, elles doivent être abritées et situées à proximité immédiate des allées d'immeubles.

Art. 6 – Ratios de stationnement pour les activités

(...)

<sup>6</sup> Lorsque la construction dispose d'un parking souterrain ou en surface, celui-ci doit prévoir :

a) des places pour les vélos à raison de minimum 1 place par 200 m<sup>2</sup> de surface brute de plancher d'activité. En règle générale, les places pour vélos doivent être facilement accessibles, aisées à surveiller et équipées contre le vol. Lorsque les places se trouvent à l'extérieur, elles doivent être abritées et situées à proximité immédiate de l'entrée des bâtiments;

(...)

Règlement d'exécution sur la loi générale sur le logement et la protection des locataires du 24 août 1992 (RGL; RSG I 4 05.01)

Chapitre I Conditions relatives aux immeubles

Art. 1<sup>24</sup> – Constructions

<sup>1</sup> Sont réputés immeubles, au sens de la loi, les bâtiments destinés essentiellement à l'habitation, composés de plusieurs logements, érigés selon les règles de l'art et conformes aux dispositions légales en vigueur.

(...)

<sup>9</sup> Chaque bâtiment doit également comprendre :

(...)

c) un local fermé pour bicyclettes de dimensions suffisantes, avec accès aisé sur l'extérieur;

(...)

e) dans la mesure du possible, un emplacement pour motos et vélomoteurs dans le garage.

Annexe 1 : Règles et usages locatifs du canton de Genève applicables aux immeubles soumis à la LGL ou la LGZD

Art. 36 – Propreté, sécurité et tranquillité de l'immeuble

Dans l'intérêt de l'ensemble des locataires, il est interdit :

(...)

f) d'entreposer des objets (motocycles, bicyclettes, poussettes, caisses à fleurs, meubles, etc.) dans les cages d'escalier ou en dehors des emplacements réservés à cet effet;

(...)

**GL**

Eine Pflicht zur Erstellung von Abstellplätzen, welche an die Erteilung der Baubewilligung gekoppelt ist, besteht lediglich für Motorfahrzeuge.

**GR**

Raumplanungsgesetz für den Kanton Graubünden vom 6. Dezember 2004 (KRG; BR 801.100)

Art. 24 – Anforderungen an das kommunale Baugesetz

<sup>1</sup> Das [kommunale] Baugesetz enthält mindestens die Bauvorschriften, die Zonenvorschriften sowie weitere nach kantonalem Recht erforderliche Bestimmungen.

<sup>2</sup> Die Bauvorschriften regeln entsprechend den örtlichen Bedürfnissen insbesondere

(...)

4. die Bereitstellung von Abstellplätzen für Motorfahrzeuge und Fahrräder;

(...)

<sup>3</sup> Die Zonenvorschriften bestimmen den Zonenzweck, die zulässige Art der Nutzung und für die Bauzonen zusätzlich die Regelbauweise.

<sup>24</sup> Date d'adoption: 24.8.1992; entrée en vigueur: 1.10.1992.

## Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 25 juin 1987 (LCAT ; RSJ 701.1)

**Art. 12 – Places de stationnement**

<sup>1</sup> Lors de la construction, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'un bâtiment ou d'une installation, des places de stationnement en nombre suffisant doivent être aménagées sur la même parcelle ou dans le voisinage.

<sup>2</sup> Lorsque les circonstances le justifient, des installations de stationnement pour bicyclettes et cyclomoteurs doivent être prévues en nombre suffisant.

(...)

<sup>4</sup> Dans leur règlement, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) régler l'obligation de verser la contribution de remplacement qu'entraîne, pour le maître de l'ouvrage, la libération de l'obligation d'aménager des places de stationnement;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de places de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite.

## Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire du 3 juillet 1990 (RSJ 701.11)

**CHAPITRE IV : Places de stationnement pour véhicules****Art. 16 – Besoins en places de stationnement**

<sup>1</sup> Le nombre des places de stationnement requises pour les voitures et les deux-roues se calcule selon les normes de l'Union suisse des professionnels de la route.

<sup>2</sup> L'usage de places de stationnement sur du terrain ne faisant pas partie de l'immeuble doit être assuré par une inscription au registre foncier.

<sup>3</sup> Pour les bâtiments et installations à affectations multiples, les normes doivent être appliquées au prorata de chaque usage particulier.

<sup>4</sup> Pour les constructions et installations destinées à des manifestations ouvertes à un large public, le besoin en places de stationnement est calculé en fonction d'une utilisation moyenne si des possibilités de stationnement supplémentaires peuvent être offertes occasionnellement.

<sup>5</sup> Un nombre suffisant de places de stationnement doit être établi pour le stationnement de courte durée.

**Art. 17 – Autorités compétentes**

<sup>1</sup> Le nombre de places de stationnement est déterminé par l'autorité chargée de l'octroi du permis de construire.

<sup>2</sup> A moins que le règlement communal n'en dispose autrement, les chiffres suivants, tirés de la norme VSS SN 640 601 a, sont applicables :

- a) Tableau 3. Immeuble : 1 case pour 100 m<sup>2</sup> SBP
- b) Chiffre 9. Services : 1 place de travail = 20 m<sup>2</sup> SBP
- c) Tableau 5. Visiteurs du groupe 1 = 0,3 case/place de travail, Visiteurs du groupe 2 = 0,3 case/place de travail
- d) Tableau 6. Personnel = 2 cases/100 m<sup>2</sup> SV, Visiteurs du groupe 1 = 8 cases/100 m<sup>2</sup> SV, Visiteurs du groupe 2 = 3 cases/100 m<sup>2</sup> SV.

**Art. 18 – Exceptions**

En cas de doute, le Service de l'aménagement du territoire détermine les besoins en surfaces de stationnement. Lorsque des circonstances particulières le justifient, il peut s'écarter de la norme.

Il tient compte notamment :

- a) de l'accessibilité en transports publics, à pied et à vélo;
- b) de la possibilité d'utiliser les mêmes surfaces de stationnement par différentes entreprises à des heures différentes.

Art. 19 – Taxe de remplacement

<sup>1</sup> Si les conditions locales ne permettent pas au maître de l'ouvrage de mettre à disposition le nombre de places de stationnement fixé pour son projet, ou qu'il n'y parvient qu'au prix d'inconvénients ou de frais excessifs, l'autorité qui délivre le permis de construire peut le libérer totalement ou partiellement de cette obligation, pour autant qu'il n'en résulte pas de situations contraires à l'ordre public.

<sup>2</sup> Le nombre de places de stationnement pour l'aménagement desquelles le maître de l'ouvrage a été libéré doit être indiqué dans le dispositif du permis. Il constitue la base de la perception éventuelle d'une contribution compensatoire du propriétaire foncier à titre de remplacement conformément à l'article 12 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Les modalités relatives à la perception d'une taxe de remplacement sont précisées dans le règlement communal traitant des places de stationnement.

<sup>4</sup> La taxe de remplacement est affectée :

- a) à la construction, l'exploitation et l'entretien de places de stationnement publiques et de parc de stationnement couvert;
- b) au financement de mesures destinées à décharger le centre des localités du trafic privé.

[CHAPITRE X : Définitions en matière de constructions et d'aménagement du territoire]

Art. 49 – Indice d'utilisation

<sup>1</sup> L'indice d'utilisation est le rapport entre la surface brute des planchers destinée à l'habitation et aux activités et la surface déterminante du bien-fonds.

<sup>2</sup> La surface brute des planchers est égale à la somme des surfaces de chaque niveau au-dessous et au-dessus du sol, murs et parois dans leur section horizontale compris. Ne sont pas comptés :

(...)

- e) les garages pour véhicules à moteur, bicyclettes et voitures d'enfants qui servent aux habitants, aux travailleurs et aux visiteurs;

CHAPITRE XII : Plans et prescriptions des communes

Art. 75 – b) Plan directeur sectoriel communal des équipements

En ce qui concerne l'équipement, le plan directeur sectoriel communal peut prévoir :

(...)

- c) les voies cyclables;

(...)

**LU**

Strassengesetz vom 21. März 1995 (StrG; SRL Nr. 755)

§ 93 – Pflicht zur Erstellung von Abstellflächen

<sup>1</sup> Soweit durch Bauten und Anlagen oder Teile davon Verkehr verursacht oder vermehrt wird, hat der Bauherr bei ihrer Errichtung, Erweiterung oder bei neubauähnlichen Umbauten in einzelnen Geschossen oder ganzen Gebäuden auf dem Baugrundstück Abstell- und Verkehrsflächen für Fahrzeuge der Bewohner, Beschäftigten, Besucher und Kunden zu erstellen, soweit die örtlichen Verhältnisse es zulassen und die Kosten zumutbar sind. Das gleiche gilt bei Zweckänderungen, die einen vermehrten Bedarf an Abstell- und Verkehrsflächen zur Folge haben. Vorbehalten

bleibt § 94.

<sup>2</sup> Bei Abstellflächen für mehr als 40 Fahrzeuge ist pro 40 Abstellplätze mindestens ein Abstellplatz für Behinderte in der Nähe der Baute zu reservieren und zu kennzeichnen. Erfordert es die Nutzungsart, namentlich bei Bauten mit Publikumsverkehr, können Abstellplätze für Behinderte auch bei kleineren Abstellflächen verlangt werden.

<sup>3</sup> Für Zweiradfahrzeuge sind an geeigneter Stelle Abstellflächen bereitzustellen. Sie sind zu überdachen und ebenerdig anzulegen, soweit die örtlichen Verhältnisse es zulassen und die Kosten zumutbar sind.

<sup>4</sup> Das Ausmass der erforderlichen Abstell- und Verkehrsflächen wird aufgrund der Gemeindevorschriften in der Baubewilligung festgesetzt. Darin kann vorgeschrieben werden, dass die Abstellplätze für bestimmte Benutzer (Bewohner, Beschäftigte, Besucher und Kunden usw.) zu reservieren sind.<sup>25</sup>

<sup>5</sup> Bei grösseren Überbauungen und bei Bauten mit grossem Verkehrsaufkommen kann vorgeschrieben werden, dass die Abstellflächen zu einem wesentlichen Teil in unterirdischen Sammelgaragen anzulegen sind, soweit es die örtlichen Verhältnisse erlauben.

<sup>6</sup> Kann der Bauherr die erforderlichen Abstellflächen nicht auf dem Baugrundstück erstellen, darf er sie auf einem in angemessener Entfernung liegenden Grundstück bereitstellen, gegebenenfalls in einer Gemeinschaftsanlage. In diesem Fall hat er sich darüber auszuweisen, dass zugunsten des pflichtigen Grundstücks ein grundbuchlich sichergestelltes Recht zur dauernden und unbeschränkten Benützung der Abstellflächen besteht.

<sup>7</sup> Bestehende Abstell- und Verkehrsflächen sind ihrer Zweckbestimmung zu erhalten, soweit und solange dafür ein Bedürfnis besteht. Die Beseitigung oder Zweckänderung bedarf der Bewilligung der Gemeinde.<sup>26</sup>

#### § 94 – Verbot der Erstellung von Abstellflächen

Die Gemeinde kann aufgrund der Gemeindevorschriften in der Baubewilligung das Ausmass der Abstell- und Verkehrsflächen herabsetzen, sie auf mehrere Grundstücke aufteilen oder deren Erstellung ganz untersagen, wenn<sup>27</sup>

- a. verkehrstechnische, feuerpolizeiliche, wohnhygienische oder andere raumplanerische Gesichtspunkte, insbesondere der Schutz der Wohnumgebung und des Ortsbilds, des Umwelt-, Natur- und Landschaftsschutzes, dies erfordern, oder
- b. bereits eine genügende Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr besteht, oder
- c. die Leistungsfähigkeit des angrenzenden Strassennetzes es erfordert, oder
- d. für das Ortsbild wichtige Grün- und Freiflächen zweckentfremdet würden.

#### § 95 – Ersatzabgabe

<sup>1</sup> Wenn die örtlichen Verhältnisse die Erstellung von Abstellflächen nicht oder nur in beschränktem Umfang zulassen, die Kosten unzumutbar sind oder die in § 94 genannten Gründe der Erstellung von Abstellflächen entgegenstehen, hat der Bauherr eine angemessene Ersatzabgabe zu entrichten, sofern die Gemeindevorschriften dies vorsehen.

<sup>2</sup> Die Höhe der Ersatzabgaben ist in den Gemeindevorschriften zu regeln. Dabei sind die Vor- und Nachteile für die Grundeigentümer zu berücksichtigen. In diesen Bestimmungen kann für besondere Fälle (Erhaltung von Wohnraum, Bauten gemeinnütziger Institutionen, Herabsetzung oder Verbot von Abstellflächen nach § 94 usw.) die Reduktion oder der Erlass der Ersatzabgaben festgelegt werden.

<sup>3</sup> Über die Ersatzabgabe wird in der Baubewilligung aufgrund der Gemeindevorschriften entschieden.<sup>28</sup>

<sup>25</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. März 2007, in Kraft seit dem 1. Januar 2008 (G 2007 108).

<sup>26</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. März 2007, in Kraft seit dem 1. Januar 2008 (G 2007 108).

<sup>27</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. März 2007, in Kraft seit dem 1. Januar 2008 (G 2007 108).

<sup>28</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. März 2007, in Kraft seit dem 1. Januar 2008 (G 2007 108).

<sup>4</sup> Die Ersatzabgaben für Abstellflächen sind für Erstellung, Ausbau, Erneuerung, Unterhalt, Betrieb und Subventionierung von öffentlichen Abstell- und Verkehrsflächen für Motorfahrzeuge und Fahrräder sowie für die Förderung des öffentlichen Verkehrs zu verwenden.

#### § 96<sup>29</sup> – Vorschriften der Gemeinden

<sup>1</sup> Die Gemeindevorschriften gemäss den §§ 93–95 sind von der Gemeinde im Bau- und Zonenreglement oder in einem besonderen Reglement zu erlassen.

<sup>2</sup> Die Gemeindevorschriften sind vor ihrem Erlass dem zuständigen Departement zur Vorprüfung einzureichen.

<sup>3</sup> Nach ihrem Erlass durch die Stimmberechtigten oder das Gemeindeparlament sind sie dem Regierungsrat zur Genehmigung einzureichen. Die Verwaltungsgerichtsbeschwerde ist ausgeschlossen.<sup>30</sup>

#### § 97 – Beiträge an die Kosten öffentlicher Abstellflächen

<sup>1</sup> Erfährt ein Grundstück durch die Erstellung oder den Ausbau einer öffentlichen Abstellfläche einen Sondervorteil, kann dessen Eigentümer von der Strassenverwaltungsbehörde zur Leistung eines Beitrags an die Kosten verpflichtet werden.

<sup>2</sup> Die Gesamtbelastung der beitragspflichtigen Grundstücke darf 50 Prozent der Kosten der Abstell- und Verkehrsflächen nicht übersteigen. Die Belastung der einzelnen Grundstücke ist entsprechend ihrem Bedarf nach Abstellflächen und unter Berücksichtigung der Aufwendungen des Grundeigentümers für Abstellflächen festzulegen.

Planungs- und Bauverordnung vom 27. November 2001 (SRL Nr. 736)

#### [6. Einkaufs- und Fachmarktzentren]

##### § 54 Erschliessung

<sup>1</sup> Als Erschliessungsanlagen für den öffentlichen und den privaten Verkehr sind insbesondere verkehrsgerechte Zu- und Wegfahrten für alle Verkehrsteilnehmer sowie hinreichende Stauräume vorzusehen.

<sup>2</sup> Die Zahl der Abstellplätze für Motorfahrzeuge ist gestützt auf die Schweizer Norm SN 640 290 über das Parkieren (Grenzbedarf, reduzierter Bedarf, Angebot) und nach Massgabe bestehender Umweltbelastungen, jene für Zweiräder gestützt auf die Schweizer Norm SN 640 065 über den leichten Zweiradverkehr (Abstellanlagen, Bedarfsermittlung) zu bestimmen.

## NE

Règlement d'exécution de la loi sur les constructions du 16 octobre 1996 (RELConstr; RSN 720.1)

#### Places de stationnement sur fonds privés

##### Art. 26 – Principe

Toute construction ou installation nouvelle ou faisant l'objet d'importantes transformations ou d'un changement d'affectation doit disposer, sur fonds privés et à proximité immédiate, de places de stationnement pour les véhicules automobiles et pour les deux-roues, ainsi que de places de stationnement destinées à couvrir des besoins particuliers.

<sup>29</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. Januar 2004, in Kraft seit dem 1. April 2004 (G 2004 107).

<sup>30</sup> Fassung gemäss Änderung vom 19. März 2007, in Kraft seit dem 1. Januar 2008 (G 2007 108).

Art. 28 – Nombre de places de stationnement à réaliser

Le nombre de places de stationnement à réaliser est déterminé à partir des besoins limites, qui sont le cas échéant réduits en fonction des possibilités de transfert modal, d'utilisation multiple des places de stationnement ou d'autres impératifs liés à la protection de l'environnement ou des sites.

Art. 30 – Facteurs de réduction, transfert modal

<sup>1</sup> Par transfert modal, on entend le remplacement de la voiture particulière par les transports publics, la marche, le vélo ou le vélomoteur.

<sup>2</sup> La réduction en fonction du transfert modal est déterminée selon l'annexe 2.

Art. 35 – Places pour les deux-roues

<sup>1</sup> Pour les deux-roues, des places de stationnement doivent être aménagées en nombre suffisant.

<sup>2</sup> Le Conseil communal en fixe le nombre en tenant compte de l'affectation des bâtiments.

Art. 36 – Taxe de remplacement

<sup>1</sup> Si les places de stationnement correspondant au nombre de places de stationnement à réaliser ne peuvent pas être réalisées, le Conseil communal peut exiger le paiement d'une taxe de remplacement.

<sup>2</sup> La taxe de remplacement n'est pas due s'agissant des places pour les deux-roues.

**NW**

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht vom 24. April 1988 (Baugesetz; NG 611.1)

Art. 50 – Bau- und Zonenreglement

<sup>1</sup> In den Bau- und Zonenreglementen erlassen die Gemeinden Bau- und Nutzungsvorschriften.

<sup>2</sup> Soweit notwendig, sind im Rahmen dieses Gesetzes insbesondere Vorschriften zu erlassen über:  
(...)

11. Pflicht und Verbot, Abstellflächen für Fahrzeuge auf privatem Grund zu erstellen sowie Ent-  
richtung von Ersatzabgaben im Rahmen der geltenden Gesetzgebung;

(...)

Art. 141<sup>31</sup> – Gemeinschaftsanlagen; Erstellungspflicht

<sup>1</sup> Die Schaffung öffentlicher oder privater Gemeinschaftsanlagen und die Beteiligung an solchen können vom Gemeinderat gebietsweise im Baubewilligungsverfahren verfügt werden:

1. wenn ein öffentliches Interesse, insbesondere des Verkehrs oder des Schutzes von Wohnge-  
bieten, Luft und Gewässern, geschützten Objekten usw. der Schaffung von Abstellplätzen auf den  
einzelnen Grundstücken entgegensteht;

2. wenn dem Baupflichtigen die Verwirklichung wegen der örtlichen Verhältnisse nicht möglich  
oder nicht zumutbar ist.

<sup>2</sup> Solche Verfügungen schliessen das Verbot ein, auf den betreffenden Grundstücken Abstellplät-  
ze zu schaffen, die nicht nur dem Güterumschlag, einem näher zu bestimmenden besonderen  
Eigenbedarf oder der Parkierung zweirädriger Fahrzeuge dienen.

<sup>31</sup> Fassung gemäss Landsgemeindebeschluss vom 28. April 1996, A 1996, 569; in Kraft seit 1. Oktober 1996.

#### Art. 142 – Ersatzabgabe

##### 1. Voraussetzung und Höhe<sup>32</sup>

<sup>1</sup> Ist die Beteiligung an einer Gemeinschaftsanlage binnen nützlicher Frist nicht möglich, hat der Grundeigentümer, der gestützt auf eine gemeinderätliche Feststellung keine oder nur eine herabgesetzte Zahl eigener Abstellplätze schaffen kann, muss oder darf, der Gemeinde eine angemessene Abgabe zu leisten.

<sup>2</sup> Keine Abgabe ist zu leisten, soweit das Fehlen von Abstellplätzen auf die gemeinderätliche Aufhebung privater Abstellplätze zurückzuführen ist.

<sup>3</sup> Die Höhe der Abgabe richtet sich nach den durchschnittlichen Kosten privater Plätze im entsprechenden Gebiet und danach, ob die privaten Plätze nach den Umständen offen oder gedeckt beziehungsweise unterirdisch angelegt werden könnten oder müssten; zu berücksichtigen sind ferner Wertverluste, die für das pflichtige Grundstück ohne angemessene Abstellmöglichkeiten entstehen, die Lage des pflichtigen Grundstücks zu einer bestehenden oder vorgesehenen öffentlichen Anlage und deren Art sowie die mutmasslichen Einnahmen des Gemeinwesens.

<sup>4</sup> Streitigkeiten über die Abgabepflicht werden im Verfahren nach der Enteignungsgesetzgebung entschieden.

#### Vollziehungsverordnung vom 3. Juli 1996 Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Bauverordnung; NG 611.11)

#### § 52 – Begriff

Als Abstellplatz für Fahrzeuge im Sinne der Baugesetzgebung gelten:

1. Parkplätze im Freien;
2. Parkplätze in Garagen.

#### § 53 – Erstellungspflicht bei bestehenden Bauten

Bei Erweiterung von bestehenden Bauten und Anlagen, bei Umbauten und bei Nutzungsänderungen besteht die Erstellungspflicht für Abstellplätze nur soweit, als im Vergleich zum bisherigen Zustand ein Mehrbedarf entsteht.

#### § 54 – Zahl der Abstellplätze

<sup>1</sup> Es gelten folgende Mindestvorschriften:

(...)

##### 7. Übrige Bauten und Anlagen:

für Schulen, Verkaufsgeschäfte, Einkaufszentren, Unterhaltungsstätten (Theater, Konzertsaal, Kino, Versammlungslokal usw.), Sportanlagen, Bahnstationen, Kirchen usw. gilt die VSS-Norm 9 als Richtlinie; der Gemeinderat kann die Anzahl unter Berücksichtigung der örtlichen Verhältnisse reduzieren.

<sup>2</sup> Bei Nutzungsänderungen gilt § 53.

#### § 56 – Abstellplätze ausserhalb des Baugrundstückes

<sup>1</sup> Der Bestand und die bestimmungsgemässe Nutzung von Abstellplätzen ausserhalb des Baugrundstückes ist durch den Eintrag zulasten und zugunsten der beteiligten Grundstücke im Grundbuch sicherzustellen.

<sup>2</sup> Der Gemeinderat veranlasst auf Kosten des berechtigten Grundeigentümers den Eintrag.

<sup>3</sup> Die Änderung oder Löschung eines solchen Eintrages bedarf der Zustimmung des Gemeinderates.

#### § 57 – Gestaltung der Abstellplätze

---

<sup>32</sup> Fassung gemäss Landsgemeindebeschluss vom 28. April 1996, A 1996, 569; in Kraft seit 1. Oktober 1996.



<sup>1</sup> Abstellplätze sind verkehrsgerecht anzulegen. Die VSS-Normen gelten als Richtlinien.

<sup>2</sup> Der Gemeinderat kann im Einzelfall Auflagen und Bedingungen festlegen.

## OW

Baugesetz vom 12. Juni 1994 (GDB 710.1)

### Art. 46 – Abstellflächen für Fahrzeuge

<sup>1</sup> Bei Neubauten und wesentlichen Umbauten, Erweiterungen und Zweckänderungen von Bauten sind in der Regel genügend Abstellflächen für Motorfahrzeuge und Fahrräder auf privatem Grund vorzusehen. Die Abstellflächen müssen dauernd benutzt werden können.

<sup>2</sup> Ist die Errichtung der geforderten Flächen rechtlich oder tatsächlich nicht möglich oder wäre der Aufwand unzumutbar, so sind angemessene Ersatzabgaben zu leisten, die zweckgebunden zur Schaffung entsprechender gemeinschaftlicher Anlagen zu verwenden sind.

<sup>3</sup> Die Gemeinden stellen die Bemessungsgrundsätze für Abstellflächen auf und legen die Höhe der Ersatzabgaben fest.

<sup>4</sup> Die Gemeinden können bestimmen, dass:

- a. in bestimmten Gebieten, die vom Verkehr zu entlasten sind, keine oder nur beschränkte Parkierungsmöglichkeiten geschaffen werden dürfen;
- b. erhaltenswerte Vorgärten und Höfe nicht für Parkierungsflächen beansprucht werden dürfen;
- c. Abstellplätze für bestimmte Gebiete als Gemeinschaftsanlagen zu erstellen sind.

## SG

Eine Pflicht zur Errichtung von Abstellplätzen für Fahrräder findet sich in der kantonalen Gesetzgebung nicht.

## SH

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht im Kanton Schaffhausen vom 1. Dezember 1997 (Baugesetz; SHR 700.100)

### Art. 7 – Bauordnung

<sup>1</sup> Soweit es ein überwiegendes öffentliches Interesse erfordert, können die Gemeinden in den Bauordnungen Vorschriften aufstellen über:

(...)

12. die Anlegung von Einstellräumen für Fahr- und Motorfahräder auf privatem Grund bei Neu-, Umbauten und Zweckänderungen und über die Pflicht zur Erstellung von Abstellplätzen für Motorfahrzeuge auf privatem Grund bei Neu-, Umbauten und Zweckänderungen oder – falls die Abstellplätze nicht oder nicht in ausreichendem Masse bereitgestellt werden können oder dürfen (Art. 36) - zum Einkauf in öffentliche und private Parkieranlagen oder zur Leistung einer zweckgebundenen Ablösungszahlung;

(...)

### Art. 36 – besondere Gestaltungsvorschriften, Abstellplätze

Die Gemeinden können in der Bauordnung oder durch besondere Bauvorschriften bestimmen, dass

- a) in bestimmten Gebieten keine oder nur beschränkte Parkierungsmöglichkeiten geschaffen werden dürfen oder dass sie ausserhalb dieser Gebiete vorzusehen sind, wenn öffentliche Interessen jene an der Erstellung von Abstellplätzen überwiegen;
- b) die vorgesehenen Abstellplätze zum Schutze der Nachbarschaft unterirdisch angelegt oder überdeckt werden müssen, falls die Verhältnisse es gestatten und die Kosten zumutbar sind;
- c) die Abstellplätze für ein bestimmtes Gebiet in einer Gemeinschaftsanlage zusammengefasst werden;
- d) dieselben Abstellplätze für zeitlich auseinanderliegende Parkbedürfnisse den Bedarf mehrerer Benützerkreise abdecken.

## SO

Die Pflicht zur Schaffung von Abstellplätzen in § 147 des Planungs- und Baugesetzes vom 3. Dezember 1978 (BGS 711.1) bezieht sich ausschliesslich auf Motorfahrzeuge.

## SZ

Die Pflicht zur Erstellung von Abstellplätzen sowie die Höhe von allfälligen Ersatzabgaben nach §§ 24 Abs. 3 und 58 des Planungs- und Baugesetzes vom 14. Mai 1987 bezieht sich ausschliesslich auf Motorfahrzeuge.

## TI

Es wurde keine einschlägige Bestimmung gefunden.

## TG

Aus dem Wortlaut von § 72 des Planungs- und Baugesetzes vom 16. August 1995 (RB 700) geht nicht eindeutig hervor, ob sich die darin enthaltene Regelung zu Abstellplätzen auch auf Fahrräder bezieht.

### § 72 – Abstellplätze, Verkehrsflächen

<sup>1</sup> Bei der Erstellung oder der wesentlichen Umgestaltung, Erweiterung oder Zweckänderung von Bauten und Anlagen sind auf privatem Grund genügend Abstellplätze oder Einstellräume für die Fahrzeuge der Benutzer und Besucher sowie die erforderlichen Verkehrsflächen für den Zubringerdienst zu schaffen und zu unterhalten. Die Abstellplätze müssen in nützlicher Distanz zur Liegenschaft, der sie zu dienen haben, liegen und dauernd als solche benutzt werden können.

<sup>2</sup> Die Gemeinde kann diese Pflicht in der Bau- und Nutzungsordnung für bestimmte Gebiete ganz oder teilweise aufheben oder die Erstellung von Abstellplätzen in bestimmten Gebieten ganz oder teilweise untersagen:

1. sofern das Strassennetz den durch die Erstellung von Abstellplätzen verursachten zusätzlichen Verkehr nicht aufzunehmen vermag;
2. zum Schutz vor den Einwirkungen des Verkehrs, insbesondere in Zentren grosser Gemeinden

oder in stark belasteten Gebieten;

3. aus Gründen des Ortsbildschutzes.

<sup>3</sup> Die Gemeindebehörde kann diese Pflicht im Einzelfall ganz oder teilweise aufheben, sofern wichtige öffentliche Interessen, namentlich des Umwelt- und Ortsbildschutzes oder der Verkehrssicherheit, entgegenstehen oder der Aufwand für die Erstellung der Abstellplätze unzumutbar ist.

§ 73<sup>33</sup> – Ersatzabgabe

<sup>1</sup> Wer die vorgeschriebenen Abstellplätze nicht erstellen kann, hat eine Ersatzabgabe zu leisten.

<sup>2</sup> Eine Ersatzabgabe ist nicht geschuldet, wenn die Pflicht zur Erstellung von Abstellplätzen in der Bau- und Nutzungsordnung oder aufgrund wichtiger öffentlicher Interessen im Einzelfall aufgehoben wird.

<sup>3</sup> Die Gemeinde legt Voraussetzungen, Höhe und Verwendungszweck der Ersatzabgabe in einem Reglement fest.

Verordnung des Regierungsrates zum Planungs- und Baugesetz vom 26. März 1996 (RB 700.1)

§ 18 – Baugesuch und Unterlagen

<sup>1</sup> Das Baugesuch ist mit dem ausgefüllten kantonalen Formular unter Beilage der weiteren notwendigen Unterlagen in der Regel dreifach bei der Gemeinde einzureichen. Die Gemeinden können daneben ein kommunales Formular mit weiteren Angaben vorsehen.

<sup>2</sup> Dem Baugesuch sind folgende Unterlagen beizulegen:

1. Situationsplan (Katasterplan) mit den eingetragenen Massen der Bauten und Anlagen oder den beabsichtigten Änderungen sowie allen Grenzabständen, Zufahrten und Abstellplätzen;

**UR**

Baugesetz des Kantons Uri vom 10. Mai 1970 (RB 40.1111)

Artikel 17b<sup>34</sup> – Einstellräume und Abstellplätze

<sup>1</sup> Bei neuen Bauten und Anlagen sowie bei eingreifenden Umbauten, Erweiterungen oder Zweckänderungen von bestehenden Bauten und Anlagen sind in angemessener Nähe auf privatem Grund die für Fahrzeuge erforderlichen Einstellräume und Abstellplätze zu erstellen und dauernd zu erhalten.

<sup>2</sup> Bei bestehenden Bauten und Anlagen, deren Benützung den Verkehr wesentlich behindert, können Einstellräume oder Abstellplätze für Fahrzeuge auf privatem Grund verlangt werden, wenn der Missstand nicht durch verkehrspolizeiliche Massnahmen behoben werden kann, die örtlichen Verhältnisse es zulassen und die Kosten zumutbar sind.

<sup>3</sup> Ist die Erstellung der erforderlichen Abstellplätze auf privatem Grund nicht möglich, nicht zulässig oder nicht zumutbar, kann der Bauherr zu Beiträgen an den Bau und Betrieb solcher Anlagen auf öffentlichem Grund verpflichtet werden.

---

<sup>33</sup> Fassung gemäss G betreffend die Umsetzung des Projektes Brevi vom 21. November 2001, in Kraft gesetzt auf den 1. April 2002.

<sup>34</sup> Eingefügt durch VA vom 5. April 1981, in Kraft gesetzt auf den 5. April 1981 (AB vom 6. März 1981).

## VD

Règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions du 19 septembre 1986 (RLATC ; RSV 700.11.1)

### Art. 32 – Equipements collectifs

<sup>1</sup> (...)

<sup>1bis</sup> Les immeubles destinés à l'habitation collective ou à une activité doivent être pourvus de garage pour deux-roues légers motorisés ainsi que d'un local ou d'un couvert adapté aux deux-roues légers non motorisés.

<sup>2</sup> Lors de travaux de transformation, les dispositions des alinéas 1 et 1bis sont applicables dans la mesure où la structure et l'organisation intérieure du bâtiment le permettent sans frais disproportionnés.

### Art. 40a – Places de stationnement pour véhicules à moteur et deux-roues légers non motorisés

<sup>1</sup> La réglementation communale fixe le nombre de places de stationnement pour les véhicules à moteur et les deux-roues légers non motorisés, dans le respect des normes de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports et en fonction de l'importance et de la destination de la construction.

<sup>2</sup> A défaut de réglementation communale conforme aux normes en vigueur, celles-ci sont applicables aux véhicules motorisés et aux deux-roues légers non motorisés.

<sup>3</sup> Si les conditions locales le permettent, les places de stationnement sont perméables.

## VS

Die Pflicht zur Schaffung von Abstellplätzen in Art. 26 des Baugesetzes vom 8. Februar 1996 (RS/VS 705.1) und Art. 215 ff. des Strassengesetzes vom 3. September 1965 (RS/VS 725.1) bezieht sich ausschliesslich auf Motorfahrzeuge.

## ZG

Verordnung zum Planungs- und Baugesetz vom 16. November 1999 (V PBG; BGS 721.111)

### § 27 – Baugesuch, Pläne und Beilagen im Besonderen

<sup>1</sup> Dem Baugesuch sind folgende Pläne in dreifacher Ausfertigung, gefalzt im Format A4 (210\_297 mm) beizulegen:

a) Grundbuchplankopie (...)

b) Projektpläne im Massstab von mindestens 1:100, bestehend aus den Grundrissen aller Geschosse, sämtlichen Fassaden, der Dachaufsicht bei Flachdachgebäuden, allen zum Verständnis notwendigen Schnitten, den Plänen für die Erschliessung und die Ver- und Entsorgung sowie den zugehörigen Strassenplänen. Bei Grossbauten kann die Baubehörde einen kleineren Massstab bewilligen. Die Pläne müssen vollständige Angaben enthalten über (...) Abstellplätze für Motorfahrzeuge und Fahrräder sowie die Gestaltung der Umgebung und der Fussgängerverbindungen.

(...)

## Gesetz über Spielautomaten und Spiellokale vom 25. Februar 1982 (BGS 942.48)

### § 1 – Geltungsbereich

Dieses Gesetz regelt unter Vorbehalt des Bundesrechts

- a) das gewerbsmässige Aufstellen und den Betrieb von Spielautomaten,
- b) die Eröffnung und den Betrieb von Spiellokalen.

### § 14 – Anforderungen an die Räumlichkeiten und die Umgebung

(...)

<sup>3</sup> Weitergehende gemeindliche Bauvorschriften bleiben vorbehalten. Die zuständige Gemeindebehörde hat insbesondere die Anzahl der zu schaffenden Abstellplätze für Autos und Zweiräder festzulegen.

## ZH

## Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht vom 7. September 1975 (Planungs- und Baugesetz; LS 700.1)

### E. Fahrzeugabstellplätze

#### § 242.<sup>35</sup> – Zahl

<sup>1</sup> Die Bau- und Zonenordnung legt die Zahl der Abstellplätze für Verkehrsmittel, insbesondere für Motorfahrzeuge, fest, die nach den örtlichen Verhältnissen, nach dem Angebot des öffentlichen Verkehrs sowie nach Ausnützung und Nutzweise des Grundstücks für Bewohner, Beschäftigte und Besucher erforderlich sind.

<sup>2</sup> Im Normalfall soll die Zahl der Abstellplätze so festgelegt werden, dass die Fahrzeuge der Benutzer einer Baute oder Anlage ausserhalb des öffentlichen Grundes aufgestellt werden können. Besteht ein überwiegendes öffentliches Interesse, insbesondere des Verkehrs oder des Schutzes von Wohngebieten, Natur- und Heimatschutzobjekten, Luft und Gewässern, kann die Zahl der erforderlichen Plätze tiefer angesetzt und die Gesamtzahl begrenzt werden.

#### § 243.<sup>36</sup> – Erstellungspflicht

<sup>1</sup> Abstellplätze sind im gebotenen Ausmass zu schaffen

- a. bei Neuerstellung von Bauten und Anlagen;
- b. bei allgemeinen baulichen Änderungen, die einen erheblichen Teil der Baute oder Anlage erfassen oder durch die eine wesentlich andere Nutzung als bisher ermöglicht wird;
- c. bei Nutzungsänderungen, die voraussichtlich wesentlich andere Verkehrsbedürfnisse schaffen.

<sup>2</sup> Bei bestehenden Bauten und Anlagen kann ohne Zusammenhang mit Änderungen die Schaffung oder Aufhebung von Abstellplätzen verlangt werden, wenn der bisherige Zustand regelmässig Verkehrsstörungen oder andere Übelstände bewirkt oder wenn die Beschäftigtenparkplätze die festgesetzte Gesamtzahl erheblich überschreiten. Die Verpflichtung muss nach den Umständen technisch und wirtschaftlich zumutbar sein.

#### § 244.<sup>37</sup> – Lage und Gestaltung

1 Die Abstellplätze müssen auf dem Baugrundstück oder in nützlicher Entfernung davon liegen.

2 Sie müssen auch unter Berücksichtigung eines künftigen Strassenausbaus verkehrssicher ange-

<sup>35</sup> Fassung gemäss G vom 1. September 1991 (OS 51, 817). In Kraft seit 1. Februar 1992 (OS 52, 48).

<sup>36</sup> Fassung gemäss G vom 1. September 1991 (OS 51, 817). In Kraft seit 1. Februar 1992 (OS 52, 48).

<sup>37</sup> Fassung gemäss G vom 1. September 1991 (OS 51, 817). In Kraft seit 1. Februar 1992 (OS 52, 48).

legt sein; in Strassenabstandsbereichen dürfen Pflichtplätze nur liegen, wenn die spätere Verlegung auf Kosten des Pflichtigen möglich ist und rechtlich gesichert wird.

<sup>3</sup> Eine angemessene Anzahl Abstellplätze ist an leicht zugänglicher Lage für Besucher vorzusehen. Die nicht für Besucher vorgesehenen Plätze müssen unterirdisch angelegt oder überdeckt werden, wenn dadurch die Nachbarschaft wesentlich geschont werden kann, die Verhältnisse es gestatten und die Kosten zumutbar sind.

#### § 245. – Gemeinschaftsanlagen

(...)

<sup>2</sup> Die Schaffung öffentlicher oder privater Gemeinschaftsanlagen und die Beteiligung hieran können vom Gemeinderat gebietsweise oder von der örtlichen Baubehörde im baurechtlichen Bewilligungsverfahren verfügt und näher geordnet werden,

a. wenn ein öffentliches Interesse, insbesondere des Verkehrs sowie des Schutzes von Wohngebieten, Natur- und Heimatschutzobjekten und Gewässern, der Schaffung von Abstellplätzen auf den einzelnen Grundstücken entgegensteht,

b. wenn dem Baupflichtigen die Realerfüllung wegen der örtlichen Verhältnisse nicht möglich oder nicht zumutbar ist.

<sup>3</sup> Derartige Verfügungen schliessen das Verbot ein, auf den betreffenden Grundstücken Abstellplätze zu schaffen, die nicht dem Güterumschlag, einem näher zu bestimmenden besondern Eigenbedarf oder der Parkierung zweirädriger Fahrzeuge dienen.

#### § 246. – Ersatzabgabe

<sup>1</sup> Ist die Beteiligung an einer Gemeinschaftsanlage innert nützlicher Frist nicht möglich, hat der Grundeigentümer, der kraft behördlicher Feststellung keine oder nur eine herabgesetzte Zahl eigener Abstellplätze schaffen muss oder darf, der Gemeinde eine angemessene Abgabe zu leisten.

<sup>2</sup> Keine Abgabe ist zu entrichten, soweit das Fehlen von Abstellplätzen auf die behördliche Aufhebung privater Parkierungsmöglichkeiten zurückzuführen ist.

<sup>3</sup> Die Höhe der Abgabe richtet sich nach den durchschnittlichen Kosten privater Plätze im entsprechenden Gebiet und danach, ob die privaten Plätze nach den Umständen offen oder gedeckt angelegt werden könnten oder müssten; zu berücksichtigen sind ferner Wertverluste, die für das pflichtige Grundstück ohne angemessene Abstellmöglichkeiten entstehen, die Lage des pflichtigen Grundstücks zu einer bestehenden oder vorgesehenen öffentlichen Anlage und deren Art sowie die mutmasslichen Einnahmen des Gemeinwesens.

<sup>4</sup> Streitigkeiten über die Abgabepflicht werden im Verfahren nach dem Gesetz betreffend die Abtretung von Privatrechten entschieden.

### Bauverfahrensverordnung vom 3. Dezember 1997 (BVV; LS 700.6)

#### § 5. – Baugesuch, weitere Unterlagen

Je nach Art und Lage des Bauvorhabens sind ferner erforderlich:

(...)

e. Berechnung der erforderlichen und zulässigen Fahrzeugabstellplätze,

(...)

## II. Obligation du permis de construire et allègements

### Prescriptions de droit fédéral

L'art. 22 al. 1 de la LAT précise que la création et la transformation d'une construction ou d'une installation sont soumises à une autorisation de construire. Pour que cette autorisation puisse être délivrée, la construction ou l'installation doit être conforme à l'affectation de la zone et le terrain doit être équipé (art. 22 al. 2 LAT). Il est rappelé que le droit fédéral et le droit cantonal peuvent poser d'autres conditions (art. 22 al. 3 LAT). D'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, sont soumises à une autorisation de construire «toutes les réalisations entreprises par l'homme, conçues pour durer et qui ont un lien étroit avec le sol et sont propres à influencer le régime d'affectation de celui-ci, soit en apportant une modification sensible à l'aspect du terrain, soit en chargeant les réseaux d'équipement, soit en portant une atteinte à l'environnement»<sup>38</sup>. Les cantons peuvent toutefois s'écarter de cette disposition: d'une part, ils peuvent poser d'autres conditions à l'octroi de l'autorisation. D'autre part, ils peuvent dispenser les petites constructions de l'obligation de permis de construire dès lors qu'elles n'exercent pas d'influence notable sur le terrain, les réseaux d'équipement et l'environnement<sup>39</sup>.

Certains cantons ont fait usage de ces possibilités dans le contexte de l'aménagement d'abris pour vélos et prévoient expressément une procédure simplifiée ou une exception à l'obligation du permis de construire. D'autres cantons ont associé ces allègements à une surface au sol et/ou à une hauteur maximale sans pour autant mentionner expressément le terme d'«abri pour vélo» dans le texte de loi.

### AR

Bauverordnung vom 2. Dezember 2003 (BauV; bGS 721.11)

#### Art. 39 – Nicht bewilligungspflichtige Vorhaben

<sup>1</sup> Einfache kleine oder nur für eine kurze Dauer erstellte Bauten und Anlagen, die wegen ihrer untergeordneten Bedeutung weder nachbarliche noch öffentliche Interessen berühren, sind baurechtlich weder melde- noch bewilligungspflichtig.

(...)

<sup>3</sup> Zusätzlich bedürfen in den Bauzonen keiner Bewilligung und keiner Meldung, ausser an Kulturobjekten und in Ortsbildschutzzonen nationaler Bedeutung:

(...)

c) einzelne Kleinstbauten (Kleintierställe, Fahrradunterstände, Werkzeughäuschen, Hütte für hobby-mässige Gartenbewirtschaftung oder Tierhaltung, usw.) von höchstens 2,50 m Gesamthöhe und einer Grundfläche von höchstens 6 m<sup>2</sup>;

(...)

<sup>4</sup> Die Errichtung von baubewilligungsfreien Bauten und Anlagen entbindet nicht von der Einhaltung aller übrigen Vorschriften, insbesondere der Gestaltungs-, Grenzabstands- und Immissions-

<sup>38</sup> Vgl. statt vieler: BGE 123 II 256, E. 3; 113 Ib 314, E. 2b.

<sup>39</sup> BGer 1.A.202/2003 vom 17.2.2004, E. 3.1 in: ZBI 2006, S. 223.

vorschriften. Die Befreiung erstreckt sich auf die Pflicht zur Einreichung eines Baugesuchs sowie auf die Visierung und öffentliche Bekanntmachung des Vorhabens. Falls notwendig, trifft die Gemeindebaubehörde nach Anhörung der Betroffenen die erforderlichen Anordnungen.

<sup>5</sup> Die Kombination mehrerer bewilligungsfreier baulicher Massnahmen ist grundsätzlich bewilligungspflichtig.

Strassengesetz vom 26. Oktober 2009 (StrG; bGS 731.11)

Art. 60 – Keine Abstände

(...)

<sup>2</sup> Entlang von Trottoirs, Geh- und Radwegen innerorts können Einfriedungen und Stützmauern an den Rand dieser Anlagen gestellt werden, soweit weder die Verkehrssicherheit noch andere öffentliche Interessen beeinträchtigt werden. Für Hecken gilt diese Bestimmung sinngemäss. Der Regierungsrat regelt die Einzelheiten.

Strassenverordnung vom 19. Januar 2010 (StrV; bGS 731.111)

Art. 27 – Einfriedungen, Stützmauern und Hecken entlang von Trottoirs, Geh- und Radwegen innerorts (Art. 60 Abs. 2 StrG)

<sup>1</sup> Nicht baubewilligungspflichtige neue Einfriedungen und Stützmauern dürfen innerorts entlang von Trottoirs, Geh- und Radwegen direkt an diese erstellt werden, wenn die zuständige Behörde vorgängig informiert wurde und innert 20 Tagen seit Eingang der Mitteilung das Vorhaben nicht verweigert.

<sup>2</sup> Hecken dürfen innerorts entlang von Trottoirs, Geh- und Radwegen näher als einen Meter an diese gepflanzt werden, sofern sie unter Schnitt gehalten werden können.

<sup>3</sup> Art. 65 Abs. 2 des Gesetzes bleibt in jedem Fall vorbehalten.

**BS**

Ausführungsbestimmungen zur Bau- und Planungsverordnung vom 15. Januar 2009 (Bau- und PlanungsV, ABPV; BSG 730.115)

§ 12. – Bauvorhaben im vereinfachten Bewilligungsverfahren

Im vereinfachten Bewilligungsverfahren werden Vorhaben ohne wesentliche Aussenwirkungen, somit insbesondere die folgenden Vorhaben geprüft:

(...)

i) Velounterstände und Kleinbauten in Vorgärten und innerhalb des Baugebiets oder innerhalb bewilligter Familiengartenareale, soweit sie nicht gemäss § 14 dieser Bestimmungen bewilligungsfrei erstellt werden können;<sup>40</sup>

(...)

§ 14.<sup>41</sup> – bewilligungsfreie Bauten und Anlagen

Die nachfolgenden Vorhaben sind ohne Baubewilligung und Meldung an das Bauinspektorat zulässig:

(...)

<sup>40</sup> § 12 lit. i in der Fassung des Beschlusses des Bauinspektorates vom 23. 4. 2009 (wirksam seit 1. 5. 2009).

<sup>41</sup> § 14 lit. r und lit s. eingefügt durch den Beschluss des Bauinspektorates vom 23. 4. 2009 (wirksam seit 1. 5. 2009).



r) gemäss den Vorschriften von § 55 Bau- und Planungsgesetz in Vorgärten erstellte Velounterstände mit einer maximalen Grundfläche von 10 m<sup>2</sup> und einer maximalen Höhe von 2 m, soweit sie nicht mehr als ein Drittel der Fläche des Vorgartens bedecken und die betroffene Liegenschaft sich weder in der Stadt- oder Dorfbild- Schutzzone befindet noch im Denkmalverzeichnis aufgeführt ist;

s) Velounterstände mit einer maximalen Grundfläche von 10 m<sup>2</sup> und einer maximalen Höhe von 2 m innerhalb des Baugebiets oder innerhalb bewilligter Familiengartenareale, soweit die betroffene Liegenschaft sich weder in der Stadt- oder Dorfbild-Schutzzone befindet noch im Denkmalverzeichnis aufgeführt ist.

(...)

## BE

Dekret über das Baubewilligungsverfahren vom 22. März 1994 (Baubewilligungsdekret, BewD; BSG 725.1)

Art. 6<sup>42</sup> – Einzelne Bauvorhaben

<sup>1</sup> Keiner Baubewilligung bedürfen unter Vorbehalt von Artikel 7

a unbeheizte Kleinbauten mit einer Grundfläche von höchstens zehn Quadratmetern und einer Höhe von höchstens 2,50 Metern, die weder bewohnt sind noch gewerblich genutzt werden und die funktionell zu einer Hauptbaute gehören;

b kleine Nebenanlagen wie mobile Einfriedungen, kurze Sichtschutzwände bis zu zwei Metern Höhe, Unterstände bei Haltestellen des öffentlichen Verkehrs, Feuerstellen, auf zwei Seiten offene, ungedeckte Gartensitzplätze, unbeheizte Schwimmbekken bis zu 15 Quadratmeter Fläche, beheizte Schwimmbekken bis zu acht Kubikmeter Inhalt, Pergolen, Gartencheminées, Brunnen, Teiche, künstlerische Plastiken, Sandkästen für Kinder, Gehege oder kleine Ställe für einzelne Kleintiere;

(...)

Art. 7<sup>43</sup> – Einschränkung der Baubewilligungsfreiheit

<sup>1</sup> Liegt ein Bauvorhaben nach Artikel 6 oder 6a ausserhalb der Bauzone und ist es geeignet, die Nutzungsordnung zu beeinflussen, indem es zum Beispiel den Raum äusserlich erheblich verändert, die Erschliessung belastet oder die Umwelt beeinträchtigt, ist es baubewilligungspflichtig.

<sup>2</sup> Betrifft ein Bauvorhaben nach Artikel 6 und 6a den geschützten Uferbereich, den Wald, ein Naturschutz- oder Ortsbildschutzgebiet, ein Naturschutzobjekt, ein Baudenkmal oder dessen Umgebung und ist das entsprechende Schutzinteresse betroffen, ist es baubewilligungspflichtig.

<sup>3</sup> Anlagen zur Gewinnung erneuerbarer Energie nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe f an schützenswerten und an erhaltenswerten Baudenkmalern nach Artikel 10c Absatz 1 des Baugesetzes erfordern eine Baubewilligung.

Décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC; RSB 725.1)

Art. 6<sup>44</sup> – Projets de construction spécifiques

<sup>42</sup> Fassung vom 28. 1. 2009.

<sup>43</sup> Fassung vom 28. 1. 2009.

<sup>44</sup> Teneur du 28. 1. 2009.

<sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'octroi d'un permis de construire, sous réserve de l'article 7, a les petites constructions non chauffées qui ne sont ni habitables ni utilisées à des fins artisanales ou commerciales, qui présentent un lien fonctionnel avec une construction principale et dont la superficie n'excède pas dix mètres carrés et la hauteur 2,50 mètres;

b les petites installations annexes telles que clôtures mobiles, parois pare-vue d'une hauteur de deux mètres au plus, abribus des transports publics, foyers, terrasses de jardin non couvertes et ouvertes sur deux côtés; piscines non chauffées d'une surface de 15 mètres carrés au plus, piscines chauffées d'une contenance de huit mètres cubes au plus, pergolas, cheminées de jardin, fontaines, pièces d'eau, sculptures, bacs à sable pour enfants, enclos ou clapiers pour petits animaux;

Art. 7<sup>45</sup> – Restrictions posées à l'exemption du permis de construire

<sup>1</sup> Si un projet de construction au sens des articles 6 ou 6a est sis hors de la zone à bâtir et qu'il est susceptible d'avoir une incidence sur l'affectation du sol, telle qu'une modification sensible de l'espace extérieur, une sollicitation importante des équipements techniques ou une atteinte à l'environnement, il est soumis à l'octroi d'un permis de construire.

<sup>2</sup> Si un projet de construction au sens des articles 6 et 6a concerne une zone riveraine protégée, la forêt, une réserve naturelle, une zone de protection des sites, un objet naturel protégé, un monument historique ou l'environnement de ce dernier, et qu'il touche l'intérêt correspondant, il est soumis à l'octroi d'un permis de construire.

<sup>3</sup> Les installations destinées à capter des énergies renouvelables au sens de l'article 6, alinéa 1, lettre f et placées sur des monuments historiques dignes de protection ou dignes de conservation au sens de l'article 10c, alinéa 1 LC, sont soumises à l'octroi d'un permis de construire.

**FR**

Ausführungsreglement vom 1. Dezember 2009 zum Raumplanungs- und Baugesetz (RPBR; SGF 710.11)

Art. 85 – Nach dem vereinfachten Verfahren

<sup>1</sup> Nach dem vereinfachten Verfahren sind baubewilligungspflichtig:

(...)

j) die übrigen geringfügigen Bauten und Anlagen, die nicht zu Wohn- und Arbeitszwecken genutzt werden und auch nicht als solche nutzbar sind, wie Radioantennen, Hütten für Kleintiere (Hühnerställe, Kaninchenställe...), Garagen, Autounterstände oder Parkplätze, Gartenhäuser, unbeheizte Wintergärten, Biotope, private Schwimmbäder.

<sup>2</sup> Im Zweifelsfalle holt der Gemeinderat vorher das Gutachten der Oberamtsperson ein.

Règlement du 1er décembre 2009 d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATeC; RSF 710.11)

Art. 85 – Selon la procédure simplifiée

<sup>1</sup> Sont soumis à l'obligation d'un permis de construire selon la procédure simplifiée :

(...)

j) les autres constructions et installations de peu d'importance qui ne sont pas utilisées ni utilisables pour l'habitation et le travail, telles qu'antennes de radio, abris pour petits animaux (pou-

<sup>45</sup> Teneur du 28. 1. 2009.

laillers, clapiers...), garages, couverts à voitures ou places de stationnement, cabanes de jardin, couverts, jardins d'hiver non chauffés, biotopes, piscines privées.

<sup>2</sup> En cas de doute, le conseil communal prend préalablement l'avis du préfet.

## GL

Raumplanungs- und Baugesetz vom 1. Mai 1988 (GS VII B/1/1)

Art. 32 – Bewilligungspflicht; Bau- und Abbruchgesuche

<sup>1</sup> Wer Bauten oder Anlagen errichten, ändern oder abbrechen will, bedarf einer behördlichen Bewilligung; er hat der Baubehörde der gelegenen Sache ein schriftliches Gesuch einzureichen und gleichzeitig ein Baugespann aufzustellen.

<sup>2</sup> Von der Bewilligungspflicht ausgenommen sind Bauten und Anlagen, welche keines der folgenden Höchstmasse überschreiten:

- a. eine Höhe von 2,0 m, vom gewachsenen Boden aus gemessen;
- b. eine Gesamthöhe von 2,0 m;
- c. eine Fläche von 10 m<sup>2</sup>;
- d. einen Rauminhalt von 20 m<sup>3</sup>

Die Gemeinden sind indessen berechtigt, auch für solche Bauten und Anlagen ein vereinfachtes Bewilligungsverfahren vorzuschreiben.

## GR

Raumplanungsverordnung für den Kanton Graubünden (KRVO; BR 801.110)

Art. 40

<sup>1</sup> Folgende Bauvorhaben bedürfen keiner Baubewilligung:

Nicht baubewilligungspflichtige Bauvorhaben

(...)

5. Gebäude mit einem Volumen bis zu 5 m<sup>3</sup> (Kleinbauten) sowie Fahrradunterstände mit einer Grundfläche bis zu 4.0 m<sup>2</sup>;

(...)

## LU

Planungs- und Bauverordnung vom 27. November 2001 (PBV; SRL Nr. 736)

§ 61 – Baubewilligungsfreie Bauten und Anlagen

<sup>1</sup> Von der Baubewilligungspflicht ausgenommen sind Bauten und Anlagen oder Änderungen derselben, für die nach dem gewöhnlichen Lauf der Dinge kein Interesse der Öffentlichkeit oder der Nachbarn besteht, die Übereinstimmung mit den öffentlichrechtlichen Bau- und Nutzungsvorschriften vorgängig zu kontrollieren.

<sup>2</sup> Keiner Baubewilligung bedürfen in der Regel

(...)

g. Kleinstbauvorhaben wie Treib- und Gartenhäuschen mit maximal 4 m<sup>2</sup> Grundfläche, Werkzeugtruhen, einzelne Automaten,

(...)

## NW

Vollziehungsverordnung zum Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Bauverordnung; NG 611.11)

### § 74 Bewilligungsfreie Bauten und Anlagen

Keiner Baubewilligung bedürfen:

1. kleine Nebenanlagen, insbesondere:

(...)

d) mindestens einseitig offene Fahrradunterstände bis 6 m<sup>2</sup> Grundfläche;

(...)

## OW

Baugesetz vom 12. Juni 1994 (GDB 710.1)

### Art. 36 – Arten von Bauten

<sup>1</sup> Bauten können Hauptbauten, Kleinbauten oder Kleinstbauten sein. Als Kleinbauten gelten An- und Nebengebäude.

<sup>2</sup> Als Anbauten gelten nicht bewohnbare Bauteile eines Hauptbaues bis insgesamt 80.0 m<sup>2</sup> Fläche und bis 4.0 m Gebäudehöhe bzw. 4.5 m Firsthöhe.

<sup>3</sup> Als Nebengebäude gelten nicht bewohnbare selbständige Baukörper bis zu 80.0 m<sup>2</sup> Fläche und bis 4.0 m Gebäudehöhe bzw. 4.5 m Firsthöhe.

<sup>4</sup> Kleinstbauten sind bau- und planungsrechtlich unbedeutende Anlagen und Bauten bis zu einer Grundfläche von 8.0 m<sup>2</sup> und einer Höhe bis zu 2.4 m, die unbewohnt, nicht am Wasser- und Kanalisationsnetz angeschlossen sind und nicht der Lagerung leicht brennbarer oder umweltgefährdender Materialien dienen, wie Fahrradunterstände, Holzschöpfe, Ställe und Gehege für Kleintiere.

Verordnung zum Baugesetz vom 7. Juli 1994 (710.11)

### Art. 26 – Bewilligungsfreie Bauvorhaben

Keiner Bewilligung bedürfen:

(...)

b. Kleinstbauten, ausgenommen an Orten, wo Schutzinteressen berührt werden;

(...)

## SO

Verordnung über Waldfeststellung und Waldabstand vom 15. Juni 1993 (BGS 931.72)

### § 1. – Zweck und Geltungsbereich

<sup>1</sup> Diese Verordnung bezweckt den Schutz des Waldes und der Waldränder vor Beeinträchtigung durch Bauten und bauliche Anlagen und deren Schutz vor Beeinträchtigung durch den Wald. Sie soll die Erhaltung der Waldränder als landschaftlich und ökologisch wertvollen Raum sicherstellen und deren Begehrbarkeit fördern.

<sup>2</sup> Weitergehende Vorschriften allfälliger Waldrandschutzzonen im Rahmen der Ortsplanung blei-

ben vorbehalten.

<sup>3</sup> Die Verordnung regelt überdies das Verfahren zur Festlegung von Wald, Waldgrenze und Waldabstand, wie dieser zu messen ist und unter welcher Voraussetzung im Waldabstand Bauten und bauliche Anlagen erstellt werden dürfen.

#### § 2. – Grundsatz

<sup>1</sup> Bauten und bauliche Anlagen haben den vom Gesetz oder der Nutzungsplanung vorgeschriebenen Abstand einzuhalten.<sup>46</sup>

<sup>2</sup> Davon ausgenommen sind Bauten und bauliche Anlagen gemäss § 3.

#### § 3. – Kleine Bauten und bauliche Anlagen

<sup>1</sup> Der Waldabstand gilt in der Bauzone nicht für

a) einzelne eingeschossige Kleinbauten wie Kleintierställe, Pergolen, Fahrradunterstände, Gerätehäuschen, wenn deren Grundfläche nicht mehr als 10 m<sup>2</sup> beträgt;

(...)

## TI

Legge edilizia cantonale del 13 marzo 1991 (RL 7.1.2.1)

### Capitolo III – Definizione indici, distanze e altezze

#### Art. 38 – Superficie utile lorda

<sup>1</sup> Quale superficie utile lorda si considera la somma della superficie dei piani sopra e sotto terra degli edifici, incluse le superfici dei muri e delle pareti nella loro sezione orizzontale. Non vengono computate: tutte le superfici non utilizzate o non utilizzabili per l'abitazione o il lavoro come: le cantine, i solai, gli essicatoi e le lavanderie delle abitazioni; i locali per il riscaldamento, per il combustibile, per i serbatoi; i locali per i macchinari degli ascensori, della ventilazione o della climatizzazione; i locali comuni per lo svago nelle abitazioni plurifamiliari; i vani destinati al deposito di biciclette e carrozzine per bambini, al posteggio anche sotterraneo di veicoli a motore, ecc.; i corridoi, le scale e gli ascensori che servono unicamente all'accesso di locali non calcolabili nella superficie utile lorda; i porticati aperti, le terrazze dei tetti coperte, ma non chiuse lateralmente, i balconi e le logge aperte che non servono come ballatoi.

(...)

## VD

Règlement d'application de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC; RSV 700.11.1).

#### Art. 68a – Non assujettissement à autorisation

a) Objets non soumis à autorisation

<sup>1</sup> Tout projet de construction ou de démolition doit être soumis à la municipalité. Celle-ci, avant de décider s'il nécessite une autorisation

<sup>46</sup> Fassung vom 7. Mai 1996; GS 93, 950.

a. vérifie

- si les travaux sont de minime importance au sens de l'alinéa 2 ;
- s'ils ne portent pas atteinte à un intérêt public prépondérant telle la protection de la nature, du paysage, des régions archéologiques, des sites naturels ou construits et des monuments historiques ou à des intérêts privés dignes de protection tels ceux des voisins ;
- et s'ils n'ont pas d'influence sur l'équipement et l'environnement.

b. soumet sans délai le dossier pour consultation au service en charge de l'aménagement du territoire et de la police des constructions Asi le projet est situé hors de la zone à bâtir et au service en charge des régions archéologiques, des monuments et des sites si le projet se situe dans une région archéologique, dans un site protégé ou si le bâtiment est inscrit à l'inventaire ou présente un intérêt local en raison de sa valeur architecturale, paysagère, historique ou culturelle.

<sup>2</sup> Peuvent ne pas être soumis à autorisation :

a. les constructions et les installations de minime importance ne servant pas à l'habitation ou à l'activité professionnelle dont l'utilisation est liée à l'occupation du bâtiment principal à proximité duquel elles se situent telles que :

(...)

- abris pour vélos, non fermés, d'une surface maximale de 6 m<sup>2</sup> ;

(...)

## ZG

Planungs- und Baugesetz vom 26. November 1998 (PBG; BGS 721.11)

§ 44 – Bewilligungspflicht, Pflicht zur Bauanzeige

<sup>1</sup> Wer Bauten und Anlagen erstellen, ändern oder anders nutzen will, bedarf einer Bewilligung der zuständigen Gemeindebehörde.

<sup>2</sup> Wer Bauten und Anlagen von geringer Tragweite und ohne erhebliches Interesse für Einspracheberechtigte oder die Öffentlichkeit erstellen oder baulich ändern will, hat dies der zuständigen Gemeindebehörde vorher schriftlich anzuzeigen. Die Gemeindebehörde teilt Bauanzeigen für Bauten und Anlagen ausserhalb der Bauzonen umgehend der Baudirektion mit. Das Verfahren ist abgeschlossen, falls die zuständigen Behörden länger als 30 Tage seit Empfang der Bauanzeige durch die Gemeindebehörde keine Einwendungen erheben.

## ZH

Verordnung vom 22. Juni 1977 über die nähere Umschreibung der Begriffe und Inhalte der baurechtlichen Institute sowie über die Mess- und Berechnungsweisen (Allgemeine Bauverordnung; LS 700.2)

§ 2.<sup>47</sup> – Gebäude

(...)

<sup>2</sup> Nicht als Gebäude gelten Bauten und Anlagen, deren grösste Höhe nicht mehr als 1,5 m beträgt und die eine Bodenfläche von höchstens 2 m<sup>2</sup> überlagern.

---

<sup>47</sup> Fassung gemäss RRB vom 25. September 1991 (OS 52, 44). In Kraft seit 1. Februar 1992 (OS 52, 48).

### III. Coefficients d'utilisation (prescriptions particulières relatives aux places de stationnement pour vélos)

#### Prescriptions de droit fédéral

Aucune.

#### AG

Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen vom 19. Januar 1993 (Baugesetz, BauG; SAR 713.100)

##### § 50<sup>48</sup> – Nutzungsziffern

<sup>1</sup> Die Gemeinden können das zulässige Verhältnis von nutzbaren Flächen oder Inhalten von Gebäuden zu den Grundstücksflächen festlegen. Sehen sie solche Nutzungsziffern vor, so müssen sie für Arealüberbauungen höher sein als für andere Bauweisen. Arealüberbauungen müssen eine gesamthaft bessere Lösung bieten.

<sup>2</sup> Dach- und Untergeschoss dürfen bei im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes bestehenden Bauten auch dann genutzt werden, wenn die Nutzungsziffer dadurch überschritten wird. Dabei sind die übrigen Bauvorschriften, insbesondere bezüglich Wohnhygiene und Ortsbildschutz, einzuhalten.

<sup>3</sup> Die Gemeinden können vorschreiben, dass in bestimmten Nutzungszonen nur Bauten und Anlagen errichtet werden dürfen, die hinsichtlich Art und Mass der Nutzung dem Zonenzweck entsprechen.

<sup>4</sup> Der Regierungsrat legt für Gebäude, die einen besseren Energiestandard erreichen, als es das Gesetz verlangt, einen Nutzungsbonus fest.

Allgemeine Verordnung zum Baugesetz vom 23. Februar 1994 (ABauV; SAR 713.111)

##### § 9 – Ausnützungsziffer

<sup>1</sup> Die Ausnützungsziffer (AZ) ist die Verhältniszahl zwischen der anrechenbaren Bruttogeschossfläche und der anrechenbaren Grundstücksfläche.

<sup>2</sup> Als anrechenbare Bruttogeschossfläche gilt die Summe aller ober- und unterirdischen Geschossflächen, einschliesslich der Mauer- und Wandquerschnitte. Nicht angerechnet werden:

a) Alle nicht dem Wohnen und dem Gewerbe dienenden oder hierfür nicht verwendbaren Flächen wie zum Beispiel:

(...)

– angemessene Einstellräume für Motorfahrzeuge, Velos, Kinderwagen und dergleichen;

(...)

<sup>4</sup> Die anrechenbare Grundstücksfläche ist die Fläche der von der Baueingabe erfassten, baulich noch nicht ausgenützten Grundstücke oder Grundstücksteile innerhalb der Bauzone. Flächen bestehender und projektierte öffentlicher Strassen und ihrer Bestandteile werden nicht angerechnet.

<sup>48</sup> Fassung gemäss Gesetz vom 10. März 2009, in Kraft seit 1. Januar 2010 (AGS 2009 S. 237).

**BE**

Bauverordnung vom 6. März 1985 (BauV; BSG 721.1)

**Art. 93 – Ausnützungsziffer, Begriff und Berechnung**

<sup>1</sup> Die Ausnützungsziffer ist die Verhältniszahl zwischen der anrechenbaren Bruttogeschossfläche der Gebäude und der anrechenbaren Landfläche.

<sup>2</sup> Als anrechenbare Bruttogeschossfläche gilt die Summe aller dem Wohnen oder dem Gewerbe dienenden oder hierfür verwendbaren ober- und unterirdischen Geschossflächen einschliesslich der Mauer- und Wandquerschnitte. Nicht angerechnet werden:

(...)

e allen Bewohnern, Besuchern und Angestellten dienende Ein- oder Abstellräume für Motorfahrzeuge, Velos und Kinderwagen sowie in Mehrfamilienhäusern und Wohnsiedlungen die Gemeinschaftsräume;

(...)

<sup>4</sup> Die Gemeinden können in ihren Vorschriften bestimmen, dass Grünflächen und Flächen für öffentliche Nutzungen, soweit diese der Freihaltung dienen, anzurechnen sind.

Ordonnance sur les constructions du 6 mars 1985 (OC; 721.1)

**Art. 93 – Indice d'utilisation, Définition et calcul**

<sup>1</sup> L'indice d'utilisation est le rapport numérique entre la surface brute au plancher imputable et la surface de terrain imputable.

<sup>2</sup> La surface brute au plancher imputable est égale à la surface totale de tous les étages au-dessus et au-dessous du sol, murs et parois dans leur section horizontale compris, qui servent à l'habitation ou à l'artisanat, ou qui sont utilisables à cet effet. Ne sont pas comptés:

(...)

e les parkings couverts ou réduits pour véhicules à moteur, bicyclettes et voitures d'enfants servant à tous les habitants, visiteurs et employés, ainsi que les locaux communautaires des maisons locatives et des ensembles d'habitation;

(...)

<sup>4</sup> Dans leurs prescriptions, les communes peuvent prévoir que les espaces verts et les espaces d'utilité publique seront imputables, dans la mesure où ils servent à la détente.

**NW**

Vollziehungsverordnung zum Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht vom 03. Juli 1996 (Bauverordnung; NG 611.11)

**§ 10 – Anrechenbare Grundstücksfläche, 1. Grundsätze**

<sup>1</sup> Als anrechenbare Grundstücksfläche gilt die zusammenhängende Fläche eines Grundstückes innerhalb einer Bauzone, inbegriffen die grundstücksinternen Wege und Zufahrten sowie die offenen Abstellplätze für Fahrzeuge und Boote.

<sup>2</sup> Eine Grundstücksfläche gilt auch dann als zusammenhängend, wenn sie durch Fusswege, Radwege, kleine Gewässer und kleine bewaldete Flächen beziehungsweise in Industrie- und Gewerbezone auch durch Strassen und Anschlussgeleise unterbrochen ist.

<sup>3</sup> Nicht als Grundstücksfläche anrechenbar sind:

(...)



3. bestehende, oder in einem eigentümerverbindlichen Plan beziehungsweise Projekt vorgesehene Fahrbahnflächen von Strassen, einschliesslich Radstreifen.

Ausnützungsziffer

§ 12 – Anrechenbare Geschossflächen, 1. Messweise

<sup>1</sup> Die anrechenbare Geschossfläche entspricht der Summe aller zu berücksichtigenden Bruttogeschossflächen, einschliesslich Mauer- und Wandquerschnitte.

<sup>2</sup> Bei Galeriegeschossen sind die tatsächlichen Flächen anrechenbar.

§ 13 – 2. nicht anrechenbare Bauteile

Folgende Bruttogeschossflächen werden nicht berücksichtigt:

(...)

8. Einstellräume für Motorfahrzeuge, Velos, Kinderwagen, Kehrrichtbehälter und dergleichen;

**VS**

Bauverordnung vom 2. Oktober 1996 (RS/VS 705.100)

Art. 5 – Ausnützungsziffer

<sup>1</sup> Die Ausnützungsziffer (AZ) ist die Verhältniszahl der Bruttogeschossfläche (die gesamte anrechenbare Bruttogeschossfläche) und der Landfläche (beanspruchte Fläche des Baugrundstückes).

$$AZ = \frac{\text{anrechenbare Bruttogeschossfläche}}{\text{anrechenbare Landfläche}}$$

<sup>2</sup> Als anrechenbare Bruttogeschossfläche gilt die Summe der unmittelbar dem Wohnen oder dem Gewerbe dienenden oder hierfür verwendbaren ober- und unterirdischen Geschossflächen einschliesslich der Mauer- und Wandquerschnitte.

<sup>3</sup> Die anrechenbare Landfläche ist gleich der Fläche der von der Baueingabe erfassten baulich noch nicht ausgenützten Grundstücke oder Grundstückteile in der Bauzone.

<sup>4</sup> Die Gemeinden können in ihren Baureglementen bestimmen, dass Landflächen, die für öffentliche Nutzungen abgetreten werden, für die Berechnung der Ausnützungsziffer als anrechenbare Landflächen miteinbezogen werden können. Die enteignete Fläche darf nicht mehr als 20% der überbaubaren Landfläche ausmachen.

<sup>5</sup> Die Gemeinden können in ihren Baureglementen bestimmen, dass für Sondernutzungspläne (Quartier- und Detailnutzungspläne) zufolge der durch eine Gesamtlösung entstehenden Vorteile ein angemessener Ausnützungszuschlag gewährt wird.

Glossar der Begriffsbestimmungen, Berechnungsweise und Berechnungsart im Sinne von Art. 14 des kantonalen Baugesetzes (BauG).

(...)

Bruttogeschossfläche (BGF): Summe aller ober- und unterirdischen Geschossflächen, einschliesslich der Mauer- und Wandquerschnitte, die dem Wohnen und dem Gewerbe dienen oder für diesen Zweck nutzbar sind (Art. 5, Abs. 2 BauV).

Nicht berücksichtigt werden

(...)

– nicht gewerblichen Zwecken dienende Einstellräume für Motorfahrzeuge, Velos und Kinderwagen;

(...)

## Ordonnance sur les constructions du 2 octobre 1996 (RS/VS 705.100)

### Art. 5 – Indice d'utilisation

<sup>1</sup> L'indice d'utilisation (u) est le rapport entre la surface brute de plancher utile (surface brute totale déterminante des planchers) et la surface constructible du terrain (surface de la parcelle prise en considération).

$$u = \frac{\text{Surface brute de plancher utile}}{\text{surface constructible du terrain}}$$

<sup>2</sup> La surface brute de plancher utile se compose de la somme de toutes les surfaces d'étages au-dessus et au-dessous du sol, y compris les surfaces des murs et des parois dans leurs sections horizontales, qui servent directement à l'habitation ou à l'exercice d'une activité professionnelle ou qui sont utilisables à cet effet.

<sup>3</sup> La surface constructible du terrain est égale à la surface des biens-fonds ou des parties de biens-fonds sis en zone à bâtir qui ont fait l'objet de la demande d'autorisation de construire et qui sont encore libres en droit pour la construction.

<sup>4</sup> Les communes peuvent prévoir dans leur RCC que les surfaces cédées pour des raisons d'utilité publique sont prises en compte dans la surface constructible du terrain. La surface cédée prise en considération ne peut représenter plus de 20% de la surface constructible du terrain.

<sup>5</sup> Les communes peuvent fixer dans le RCC une majoration appropriée de l'indice d'utilisation pour des plans d'affectation spéciaux (plan de quartier ou plan d'aménagement détaillé) qui offrent des avantages par une solution d'ensemble.

Glossaire des définitions de base et les modes de calcul selon l'art. 14 de la loi sur les constructions (LC).

Somme de toutes les surfaces en-dessus et en-dessous du sol, y compris la surface des murs et des parois dans leurs sections horizontales, qui servent directement à l'habitation ou à l'exercice d'une activité professionnelle ou qui sont utilisables à cet effet (art. 5 al. 2 OC).

N'entrent pas en considération:

(...)

– les garages pour véhicules à moteur, vélos et voitures d'enfants, non utilisés pour une activité professionnelle; d'enfants, non utilisés pour une activité professionnelle;

(...)

## ZH

### Strassenabstandsverordnung vom 19. April 1978 (StrAV; LS 700.4)

#### IV. Vorschriften für Pflanzen

##### 1. Abstände

##### § 14. – Grundsatz

<sup>1</sup> Unter Vorbehalt der nachstehenden Bestimmungen sind mindestens folgende Pflanzabstände von der Strassengrenze gemäss § 5 Abs. 1 einzuhalten:

a. Bäume aller Art: 4 m, gemessen ab Mitte Stamm,

b. andere Pflanzen: ein Abstand, bei dem sie im Verlaufe ihres natürlichen Wachstums nicht über die Strassengrenze hinausragen, es sei denn, sie würden üblicherweise entsprechend unter der Schere gehalten; Sträucher und Hecken aber mindestens 0,5 m.

<sup>2</sup> Gegenüber Fusswegen, freigeführten Trottoirs, Radwegen und Strassen, die vorwiegend dem Quartier oder Anstösserverkehr dienen, oder im Interesse des Ortsbildes kann der Abstand von Bäumen auf 2 m vermindert werden.

Normalien über die Anforderungen an Zugänge vom 9. Dezember 1987 (Zugangsnormalien; LS 700.5)

§ 1. – Zugänge

Zugänge sind Verbindungen von Grundstücken und darauf bestehenden oder vorgesehenen Bauten und Anlagen mit dem hinreichend ausgebauten Strassennetz der Groberschliessung; nicht unter diesen Begriff fallen die vom Zugang zur Haustüre führenden Eingänge.

§ 11. – Geringere Anforderungen

Wenn es aufgrund der tatsächlichen Verhältnisse unerlässlich ist, können im Einzelfall unter Vorbehalt der Notzufahrt geringere Anforderungen gestellt werden, insbesondere:

- bei steilen Hanglagen;
  - im Interesse von Objekten des Natur- und Heimatschutzes.
- Unter demselben Vorbehalt sind Erleichterungen zulässig bei:
- landwirtschaftlichen Heimwesen;
  - gemeinschaftlichen Parkierungslösungen;
  - separat geführter Rad- oder Fusswegerschliessung;
  - Fussgängerzonen.